



SPORTS

FOOTBALL  
Le Standard  
revient à deux  
points du top 6  
P. 17 À 21



Tout ce qui va changer en 2016

Chaque 1<sup>er</sup> janvier apporte son lot de nouveautés. Cette année, les changements sont plus spectaculaires que d'habitude en Belgique. Le fameux tax shift entrera en application et produira ses premiers effets. Cela devrait avoir un impact direct, positif ou négatif selon les cas, sur le portefeuille des Belges. Si l'impôt sur les revenus sera allégé, cette baisse sera compensée par une série de nouvelles taxes : sur la spéculation financière, le précompte immobilier, la chirurgie esthétique... De même, les Régions vont commencer à exercer réellement certaines compétences et donc imprimer leurs marques. ■

► P. 5 NOS INFORMATIONS

# « La laïcité doit être dans la Constitution »

Patrick Dewael (VLD) plaide pour un principe « clair et immuable » concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

**J**e m'en réjouis. (...) Manifestement, les yeux des socialistes francophones se sont enfin ouverts après les attentats de Paris et leurs ramifications à Molenbeek et Bruxelles. » Voilà comment Patrick Dewael, le chef de groupe VLD à la Chambre, a réagi aux propos de Laurette Onkelinx plaçant pour la neutralité reli-

gieuse des autorités dans *Le Soir* du 23 décembre. Si le libéral flamand défend depuis plus de dix ans « une stricte neutralité religieuse dans les services publics », il veut aller plus loin. Dans une carte blanche qu'il adresse au *Soir*, il appelle à ancrer l'idée de laïcité dans la Constitution. « Nous avons intérêt à nous doter d'un principe

constitutionnel clair, univoque, et immuable concernant la séparation de l'Eglise et de l'Etat », estime-t-il. Pour lui, les représentants de l'Etat (juges, policiers, fonctionnaires au guichet...) ne peuvent donc pas porter de signes religieux ostentatoires. Il veut également interdire le port du voile, de la croix, du turban ou de la kippa

pour les élèves de l'enseignement primaire et secondaire du réseau public. Pour Patrick Dewael, il faut rebondir sur les déclarations de Laurette Onkelinx pour organiser un « débat en profondeur sur les valeurs fondamentales de notre société » au Parlement fédéral. ■

► P. 3 NOS INFORMATIONS

## Terrorisme : la tension reste maximale

La police autrichienne est sur le qui-vive. Le niveau de sécurité a été relevé à Vienne et dans d'autres villes du pays par crainte d'attentats pendant la période des fêtes. C'est un service secret allié qui a alerté les autorités autri-

chiennes. Les mêmes craintes se répandant en Bosnie où un groupe d'islamistes, arrêté récemment, projetait de perpétrer une attaque à Sarajevo et de tuer une centaine de personnes. Dans le même temps, pour la première fois depuis plus de sept

mois, le chef de l'Etat islamique s'est exprimé dans un enregistrement audio. Abou Bakr al-Baghdadi a promis des attaques en Israël. Une menace prise très au sérieux du côté de l'Etat hébreu. « En général, lorsque ce type annonce quelque

chose, son organisation et ses thuriféraires à l'étranger s'empressent de passer à l'action », commente ainsi un ex-officier de la Sûreté générale israélienne. ■

► P. 6, 7 & 12 NOTRE DOSSIER

SÉRIE (2/5)  
« Née toute seule », le conte de Noël écrit par Serge Delaive  
P. 24 & 25



TOP 100  
Akerman : la triste disparition  
P. 15

## L'ÉDITO

Béatrice Delvaux  
ÉDITORIALE EN CHEF



### ONKELINX-DEWAEEL OSENT AVEC DIGNITÉ LE DÉBAT « LAÏCITÉ »

Ne pas faire le procès du passé mais débattre dans le but de construire l'avenir. Refuser l'arène médiatique pour investir celle d'une Commission de la Chambre, où naissent les lois éthiques, « difficiles » en transcendant les clivages majorité-opposition. C'est le but que

poursuit Patrick Dewael, chef de groupe Open-VLD à la Chambre dans la carte blanche qu'il adresse via *Le Soir*, à la chef de groupe PS, Laurette Onkelinx. L'ex-ministre de l'Intérieur veut profiter de l'avancée très claire faite par ce poids lourd socialiste à deux reprises dans nos colonnes, en se déclarant favorable à l'inscription de la laïcité de l'Etat dans la Constitution. Banco, lui répond Dewael, discutons-en dès janvier, en Commission des réformes institutionnelles de la Chambre. Il faut saluer la manière dont cet homme politique qui plaide déjà pour cette laïcité de l'Etat il y a plus de dix ans, refuse de tuer la possibilité d'un accord, en s'offrant le court plaisir de se payer la tête des socialistes qui aujourd'hui vont « à

Canossa ». Dewael a raison d'être responsable car si les temps sont plus mûrs que jamais (la socialiste Onkelinx rejoint les Gossuin et Maingain de Défi), le sujet reste extrêmement délicat.

### Les politiques doivent s'imposer d'être à la hauteur de l'enjeu

Primo, parce qu'un « consensus large » - il faudra une majorité des deux tiers -, n'est pas garanti ; Onkelinx précise d'ailleurs que sa position est prise « à titre personnel ». Secundo, le débat sera très difficile à mener car, contrairement à il y a dix ans, il se fera en parallèle avec la gestion du terrorisme, et le risque d'amalgame - que Dewael dit vouloir absolument

éviter - sera très complexe à gérer. Il faudra faire très attention, à ce que certains, dans l'opinion publique et politique, ne mélangent pas tout, la séparation de la religion (toutes les religions) et de l'Etat avec la stigmatisation des populations d'origine arabe et des musulmans. Les événements corses montrent à quel point l'explosion raciste est, là, au coin de la rue, mais aussi que la laïcité d'Etat, spécialité française, n'est pas la garantie du vivre-ensemble apaisé. Le débat sur la laïcité n'a jamais été simple mais il aurait été moins délicat, s'il avait été mené avant le contexte terroriste dans lequel nous sommes plongés. Est-ce une raison pour le reporter ? Non, car nos sociétés multiculturelles aujourd'hui

en difficulté, ont visiblement besoin d'indications sur le socle des valeurs communes. Mais à une condition : que les politiques s'imposent de voler haut, d'être à la hauteur de l'enjeu, en le traitant avec dignité, sans racolage ni populisme. Il faudra un débat adulte et grave, honnête aussi, car nourri et non pourri par les essais et erreurs du passé. Comme Onkelinx et Dewael en font aujourd'hui la démonstration.



RÉGION	16	MÉTÉO	26	TÉLÉVISION	30-31
NÉCROLOGIE	23	JEUX & BD	26	LOTÉRIE	31
PETITES ANNONCES	23	BON À DÉCOUPER	26	PETITE GAZETTE	32

21923980




Les fêtes commencent  
chez Spar

SPAR COLRUYT GROUP



SÉRIE 1/5

Onze mille Belges venus de Grozny



Ils sont onze à treize mille, venus de Tchétchénie, du Daguestan ou d'Ingouchie. Ils fuyaient la guerre et se sont installés en Belgique. Sur papier, ils étaient russes, mais dans leur cœur ils restent tchétchènes. Personne ne les représente car ils se méfient l'un de l'autre, sombre héritage du régime de Grozny qui les menace jusqu'en Europe de l'Ouest.

Vingt ans se sont passés, et nous ne savons toujours rien de ces milliers de nouveaux Belges. Par-delà les clichés, qui sont-ils ? Une semaine durant, « Le Soir » part à leur rencontre.

Aujourd'hui  
Le culte du sport  
Mardi  
Une mixité difficile  
Mercredi  
La langue est la clé  
Jeudi  
Ils ont peur de l'État  
Samedi  
Un réservoir d'artistes



Cette enquête est la première production du nouveau cours d'investigation de l'École de journalisme de Louvain (EJL, Université catholique de Louvain). Vingt-neuf étudiants de dernière année de journalisme ont travaillé durant l'automne sous la direction de leurs professeurs Alain Lallemand, Philippe Marion et Lara van Dievoet. Leurs textes, photos, sons et vidéos forment la plus vaste enquête jamais consacrée à la diaspora tchétchène de Belgique, et sont disponibles sur le site du « Soir + ».

Ce projet a bénéficié d'une aide du **Fonds pour le Journalisme** de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

# Dans leur valise, le culte du muscle et de l'honneur

École de discipline et de perfection, la pratique des sports de combats est l'un des marqueurs culturels forts des Tchétchènes. Parfois pour le pire, plus souvent pour le meilleur.

**Timour** « En Belgique, vous ne faites pas du combat, c'est plutôt du fitness »

RÉCIT

Ils s'appellent tous les deux Timour, rêvent tous deux de combats. Le premier, Timour Mousayev – le « fighter » – a commencé le karaté à l'âge de cinq ans. Le second, Timour Nikarkhoev – le « boxeur » – s'est passionné pour le ring durant la première guerre de Tchétchénie, alors que son papa était sur le front.

La pratique d'un sport, singulièrement de combat, est l'une des bases de l'éducation à la tchétchène. « Dans une classe de quinze garçons, dix pratiquent des sports de combat et le reste joue au foot, explique Timour le « fighter ». Dans la cour de récré, on faisait des compétitions de pompes et des petits combats. Le sport est essentiel, c'est en nous. » Pratiquer un sport de combat est plus qu'un simple loisir, c'est une tradition. Pour les Tchétchènes, elle permet dès l'enfance de se forger une discipline en apprenant le respect des autres, l'importance de la hiérarchie et le suivi d'une bonne hygiène de vie. Dès leur plus jeune âge, ils se battent : « Que ce soit dans la rue, entre amis ou lors des réunions familiales, on organisait toujours des compétitions, raconte Timour le boxeur. Il arrivait que mon entourage nous donne de l'argent pour combattre et, parfois, je montais mes cousins l'un contre l'autre pour qu'ils se bagarrent. C'est notre manière d'apprendre à nous défendre, à défendre notre famille, notre clan et notre identité tchétchène. C'est une tradition, une fierté, probablement liée au fait que nous avons connu la guerre durant 300 ans et que nous devons sans cesse montrer la puissance de notre "taip", notre clan. Chaque Tchétchène est relié à l'une d'entre elles. »

Leurs rêves sportifs se sont envolés lorsque, du jour au lendemain, leurs familles ont choisi de fuir les conflits armés en Tchétchénie. Timour le fighter est parti vivre temporairement dans une autre région de Russie, alors que l'autre Timour a rejoint Kaliningrad. « Les conflits nous obligeaient non pas à vivre avec peu de moyens, mais à tenter de survivre », explique Timour le fighter, qui a retrouvé sa terre natale à l'âge de 8 ans. C'est à ce moment qu'il a quitté le karaté pour le judo puis la lutte. Le futur boxeur Nikarkhoev, lui, est resté sur dans l'enclave russe ; il y a pratiqué la lutte avant d'intégrer une école sportive.

D'un territoire à l'autre...

Mais quelques années plus tard, les guerres se rallument, il faut à nouveau fuir. En 2008, à 15 ans, Timour le fighter arrive en Belgique dans un centre pour réfugiés. Il y rejoint son père et certains de ses frères aînés, partis un an plus tôt en éclaireurs. Pour Timour le boxeur, la situation est tout autre : à Kaliningrad, ses rêves semblent inatteignables. De sa propre initiative, il décide de venir lui aussi en Belgique. Il a vingt ans en 2013 lorsqu'il débarque, seul, chez son oncle, une valise à la main. Son objectif : percer dans la boxe anglaise, devenir professionnel et être classé aux côtés des meilleurs.

Le délice est plus tardif pour Timour le fighter : « C'est à l'école que mes amis m'ont proposé d'aller à la salle avec eux. J'étais au départ très hésitant et je ne les ai pas suivis tout de suite. Aujourd'hui, je ne regrette pas mon choix. » C'est, en effet, là qu'il s'essaye pour la première fois aux MMA. Les arts martiaux mixtes, un sport de combat au corps à corps qui rassemble diverses pratiques dont le judo, le taekwondo, le karaté, la boxe, la lutte, le kickboxing ou encore le jiu-jitsu. Les affrontements ont lieu dans un ring ou dans une cage. Timour ne sait toujours pas expliquer pourquoi il a choisi ce sport, qui est

pourtant devenu bien plus qu'une passion. La pratique d'un sport de combat leur permet de retrouver des bribes de leur identité tchétchène. Mais tous deux comprennent très vite que cela peut aussi aider leur intégration. « J'avais peur de parler, j'avais peur de faire des fautes, se souvient Timour le boxeur. A chaque fin d'entraînement, les coaches me demandaient d'annoncer la date et l'heure du suivant. Depuis, c'est resté une blague entre nous. J'y ai aussi appris à compter et à aller vers les autres. » Une réalité identique chez le fighter : « L'école et le club m'ont permis d'apprendre le français. Je ne parlais pas beaucoup mais j'écoutais les autres et je tenais les mots. A chaque séance de sport, j'apprenais de nouveaux termes. Avec les connaissances que je m'y suis faites, j'apprenais sans cesse car on faisait des sorties ensemble ou on allait l'un chez l'autre. »

Décus du niveau belge

Les deux Tchétchènes ont enfin assouvi leur passion et pourtant... Ils sont déçus du niveau sportif amateur qu'ils trouvent en Belgique. Bien qu'ils n'aient pas le même parcours sportif, leur constat est partagé. Le niveau amateur belge est beaucoup plus bas qu'en Tchétchénie, ils n'y retrouvent les compétences qu'au niveau des professionnels. « Dans la première salle d'entraînement que j'ai côtoyée, on ne faisait pas vraiment de la boxe mais du fitness, du cardio », s'esclaffe Timour le boxeur. « Il lui a fallu une année pour changer de club même s'il savait bien qu'il n'y apprenait rien. Il avait donné sa parole qu'il y resterait. Lorsqu'un Tchétchène donne sa parole, il la garde », explique sa compagne Sylvie. Il intègre alors le Boxing Club Bufi à Thieu, où il devient à son tour professionnel. Il y retrouve enfin le niveau de son école sportive russe. Pour Timour le fighter par contre, le MMA est une des rares disciplines belges à se rapprocher du niveau tchétchène.

Cependant, lorsqu'on écoute ces deux passionnés, les entraînements en Belgique semblent beaucoup plus faciles et simples. On ne pousse pas les élèves à se surpasser et surtout à outrepasser les difficultés rencontrées. Lorsqu'ils échouent lors de l'apprentissage d'une technique, on leur dit que ce n'est pas grave et qu'ils y arriveront une prochaine fois. Ce serait tout le contraire en Tchétchénie où la pratique est beaucoup plus soutenue : dans leur culture, il faut sans cesse s'améliorer pour être le meilleur. Que ce soit aux entraînements ou en compétition, le sportif va donc au bout de lui-même. Il lutte comme si sa vie en dépendait. A l'entraînement, les deux Timour ne montrent aucun signe de douleur ou de fatigue. « Difficiles sont les entraînements, facile est la guerre », une citation russe que je mets en pratique au quotidien, explique le boxeur. A chaque entraînement je combats comme si j'étais face au n°1 mondial. »

Pour les entraîneurs des deux sportifs, ils sont plus assidus et plus concentrés que les autres. Un respect et une concentration que l'éducation tchétchène inculque dès l'enfance. Timour Mousayev a commencé à donner des cours de lutte cette année à l'Octogone Fighting Club de La Louvière. Il cherche à offrir cet enseignement à ses élèves. « Quand je suis arrivé en Belgique, j'ai été marqué par le manque de respect en rue, mais aussi de l'élève envers son professeur. Ma manière de donner cours est donc un peu différente des Belges, je pousse mes élèves à tout donner aux entraînements. Je leur demande d'être présents à 4.000 € aussi bien physiquement que mentalement. Je leur montre que le respect envers les autres est primordial dans le sport

De Batman, le chevalier noir aux Promesses de l'ombre en passant par Quand vient la nuit, Hollywood leur a taillé un costard XXL, carrure large et manches renforcées pour y glisser toute leur musculature. Sur grand écran, le Tchétchène impose d'abord un physique de recouvreur de dettes, et le cinéma n'est pas le seul coupable. Cette caricature remonte à plus d'un siècle, lorsque Léon Tolstoï publiait Hadji-Mourat : dans la littérature russe, le Caucasien est d'abord un combattant.

Voilà sans doute le premier stéréotype à revisiter, lorsqu'on enquête sur les Tchétchènes de Belgique : on les dit fervents des sports de combat, prompts à la rixe, d'une violence inouïe. Trois clichés ? Non, plutôt trois réalités à nuancer. Ils sont en grande majorité fous des sports de combat, ils ont un sens de l'honneur et de l'affront lavé à coups de poing qui remonte aux cours de récréation (ce qui est parfois un obstacle à leur intégration), et nous verrons cette semaine que leurs minorités délinquantes peuvent être d'une violence étonnante.

Dans cette abondance de muscles, tout n'est pourtant pas à rejeter. La passion qu'ils vouent aux sports de combat, leur haut degré d'implication et d'excellence, est un facteur de discipline et d'intégration. Ce que réalise Shamil Tojsumov à Schaerbeek (lire ci-dessous) est juste remarquable. Et les itinéraires des deux Timour, Timour Mousayev le fighter et Timour Nikarkhoev le boxeur, sont deux trajectoires exemplaires d'intégration sportive, malgré leurs différences... et même s'ils attendent tous deux leur régularisation administrative.

Mais cette différence doit être comprise et abordée sans angélisme. La Sûreté de l'Etat note ainsi que les Tchétchènes ont tendance à former en Belgique leurs propres clubs de sports de combat, jugeant que la lutte à la belge n'est « pas assez violente, qu'il y a trop de règles ». En réaction, certains clubs belges n'acceptent plus de Caucasiens, estimant qu'« ils sont trop violents et ne respectent pas assez les règles ». Lorsque cette différence persiste, elle mène à la création de « ghettos sportifs » : « Ce ne sont parfois que 5 à 10 personnes qui s'entraînent dans un garage,

des associations de fait, sans véritable infrastructure, des clubs 100 % caucasiens, créés entre eux », note la Sûreté. Avec les dérives qu'on imagine, comme les combats extrêmes. « Il y a un an ou deux, nous avons eu le cas – que nous n'avons malheureusement jamais pu établir – d'un Tchétchène qui avait perdu ce genre de combat de cage et qu'on est venu jeter à moitié mort à l'entrée de l'hôpital Tivoli à La Louvière », se souvient le directeur judiciaire de la police fédérale de Mons, François Farcy.

Ceci étant écrit, ces réalités ne doivent pas

nourrir de nouveaux clichés. Sur notre édition digitale, les lecteurs abonnés découvriront ainsi l'étonnante histoire de Mansour Oussouphadjiev, 24 ans, un Andennais d'origine tchétchène lui aussi passionné de boxe. Les bagarres dans les cours de récré, il connaît. Il est convaincu que seul l'islam et la boxe parviennent à le calmer. Mais Mansour ne rêve pas de ring, non. Dans sa tête, il est artiste. Il voudrait être architecte d'intérieur. Parfois, pour connaître la vraie nature d'un homme, il faut lui enlever les gants. ■

ALAIN LALLEMAND



La sociologue : « L'idéal d'un homme fort »

Alice Szczepanikova est sociologue, elle a enquêté durant cinq ans sur les communautés tchétchènes de divers pays d'Europe. « Les Tchétchènes ont l'idéal d'un homme fort, prêt à se battre. Ils célèbrent la force mâle ainsi qu'une certaine forme d'agressivité, qui n'est pas nécessairement perçue comme négative. C'est culturel et ce n'est pas spécialement lié aux dernières guerres. Même avant guerre, les Tchétchènes excellaient dans les arts martiaux, ils ont toujours été très bons pour cela. »

Pour autant, ce n'est pas une menace pour leurs femmes, par exemple : « Je ne dirais pas que cette agressivité se traduit par une agressivité croissante envers les gens qui leur sont proches. Car la violence envers les proches est quelque chose qui n'est pas admis. Comme dans toute société, la violence domestique peut exister, mais elle n'est pas admise. Un exemple : traditionnellement, une femme rejoint la famille de son mari. Si la famille de la femme découvre que son mari la bat, il est alors admis que sa famille la reprenne et la ramène à la maison. Les Tchétchènes n'acceptent pas cette violence. Vous pouvez dire que, jusqu'à un certain niveau, une certaine forme de violence est davantage acceptée que dans les sociétés européennes. Mais c'est de très faible niveau : si cela menace le bien-être de cette femme, ce ne sera pas toléré. Disons que le seuil de tolérance est un peu plus haut chez les Tchétchènes : si une femme se plaint auprès de ses frères parce que son mari l'a giflée une ou deux fois, les frères diront que ce n'est pas si terrible. "Tu devras vivre avec, tu as probablement désobéi à quelque chose." Mais si elle est battue, les frères vont intervenir. Cependant, vous avez aussi des familles où l'homme ne pourra jamais lever la main sur une femme. Cet idéal de masculinité est d'être physiquement fort et d'être honorable. Ce qui veut dire être honnête et bon avec les autres, et être capable de protéger les gens qui vous sont proches. Et, bien sûr, pouvoir aux besoins de votre famille. »

A.L.

LE SOIR +

Peut-on pratiquer intensivement la boxe mais étudier l'architecture d'intérieur et développer son âme d'artiste? Mansour Oussouphadjiev, jeune Andennais d'origine tchétchène, en est la preuve vivante. Un reportage de Florent Gobert, exclusivement dans « Le Soir + ».



Timour Mousayev à l'entame d'un combat en cage. Ce « fighter » a commencé le karaté à l'âge de cinq ans. © ALISON VERLAET.

comme dans la vie quotidienne. »

C'est pour toutes ces raisons que beaucoup de Tchétchènes s'entraînent dans différents clubs ou uniquement entre eux : ils ressentent chez nous un manque d'intérêt général pour le milieu sportif et particulièrement envers les athlètes de haut niveau. En Tchétchénie, ce sont des modèles.

Les deux sportifs professionnels ont un même avis : « Nous sommes beaucoup plus déterminés dans le sport. Nous voulons sans cesse nous perfectionner, sans cesse être les meilleurs dans notre domaine. Notre vision est totalement différente de la vision belge ce qui crée parfois certaines incompréhensions. » On ressent ces différences sur le ring de boxe ou dans la cage de MMA. Les deux hommes changent littéralement, ils ne sont plus les mêmes. Le

regard devient provocateur et le sourire disparaît. La concentration se lit sur leur visage. A chaque coup, leur rage de vaincre est encore plus forte. Le sang, la douleur, les cris des spectateurs, rien ne les arrête. « Nos amis dans la vie deviennent nos ennemis sur le ring », explique Timour Mousayev. On ne peut pas perdre, on ne peut que viser la victoire. Je ne sais pas expliquer pourquoi mais perdre est inimaginable pour un Tchétchène. Et si c'est le cas, on ne doit rien lâcher car on apprend de ses erreurs. Vous nous verrez d'ailleurs rarement faire le show avant de commencer le combat. Pas de faux mouvements d'échauffement, d'appels au public ou de musique criarde. On préfère la concentration. » ■

ALISON VERLAET

LE SOIR +

Sur notre site, la journaliste Alison Verlaet vous invite à vivre en vidéo « Quelques jours avec le boxeur Timour Nikarkhoev ». Retrouvez aussi sur « Le Soir + » la version longue du reportage sur les deux Timour, Timour Mousayev et Timour Nikarkhoev.



« Le tapis de lutte est un bon complément à l'école. »

© FLORIAN DETHY.

REPORTAGE

Nous sommes au deuxième étage de la piscine Neptunium à Schaerbeek. La silhouette de Shamil est impressionnante : de petite taille, ses épaules larges traduisent une carrure d'athlète. Shamil Tojsumov provient de Goudermes, la deuxième ville de Tchétchénie. Il a rejoint la Belgique au début de la Seconde guerre (1999-2000), et c'est une nouvelle vie qu'il nous présente aujourd'hui : il entraîne les enfants et adolescents de Schaerbeek à la lutte, qu'il voit comme une formidable école de vie.

Peu avant 17 heures, quelques enfants arrivent dans la salle de lutte. Avant de s'égarer, chaque enfant salue l'entraîneur par un petit coup d'épaule. « C'est une tradition nationale en Tchétchénie, une manière de respecter son coach. » L'accolade est énergique, le ton est donné. Leur attitude envers Shamil est très respectueuse. Rien d'étonnant pour un coach à l'engagement sans faille, présent à tous les entraînements qu'il organise ici depuis 2007, trois fois par semaine. Cette année, pas moins de soixante lutteurs y sont inscrits.

Depuis sa plus tendre enfance, la lutte fait partie de la vie de Shamil, il est même devenu en Belgique entraîneur national de lutte, et dresse un constat accablant pour ce sport : « La lutte n'est pas bien organisée dans ce pays. La situation est catastrophique. Il n'y a qu'une seule salle aménagée à Bruxelles. C'est insuffisant pour promouvoir ce sport. »

Malgré un diplôme d'ingénieur civil obtenu en Russie, Shamil n'a travaillé en Belgique que deux ans dans le secteur de la construction. Il a quitté son boulot afin de créer le « Beltoy Lutte », contraction de Belgique et Tojsumov. Il dit avoir créé ce club pour ses enfants : « Je voulais m'occuper de leur éducation à ma manière. Éduquer ses enfants sur un tapis de lutte est un bon complément à l'école, dont le niveau ici est très faible. Un jeune ayant un niveau modeste en Russie est excellent en Belgique. »

Une quinzaine d'enfants est désormais dans la salle. Ils ont aujourd'hui entre six et treize

ans. L'un des plus expérimentés est sans doute Théodore, un garçon d'origine roumaine qui s'entraîne depuis cinq ans. Il raconte le déroulement des entraînements avec un sourire presque imperceptible mais traduisant son plaisir d'être là : « D'abord, on réalise un échauffement de 30 minutes afin d'éviter les blessures. Ensuite, Shamil nous apprend de nouvelles techniques. Enfin, il faut essayer de les mettre en pratique dans des combats éducatifs. »

Respect envers la culture de l'autre

« Chez nous, il y a beaucoup de nationalités : des Belges, des Moldaves, des Turcs, des Bulgares, des Arméniens, des Géorgiens, des Russes, des Africains etc. Nous avons une façon bien particulière de communiquer pendant l'entraînement, explique Shamil. Durant les exercices, chacun parle sa propre langue. Cela nous permet d'une part de maîtriser les bases de différentes langues et, d'autre part, de montrer du respect envers les cultures de ses amis. »

Shamil est appuyé contre le tableau reprenant les annonces. Des informations pratiques y sont notées, comme les horaires d'entraînement. Juste au-dessus se trouve une horloge, dont les aiguilles indiquent pratiquement 18 h 30, l'heure pour Shamil de mettre fin au dernier combat de l'entraînement : « Stop, relevez-vous et serrez la main de votre adversaire, s'écrie-t-il. Mettez-vous en ligne contre le mur.

LE SOIR +

Outre la lecture du reportage en format long, dans notre édition digitale « Le Soir + » vivez les entraînements de Shamil par le biais des vidéos et photos que Florian Dethy a prises dans la salle d'entraînement de Schaerbeek.



FLORIAN DETHY



SÉRIE 2/5  
Onze mille Belges  
venus de Grozny



Ils sont onze à treize mille, venus de Tchétchénie, du Daguestan ou d'Ingouchie. Ils fuyaient la guerre et se sont installés en Belgique. Sur papier, ils étaient russes, mais dans leur cœur ils restent tchétchènes. Personne ne les représente car ils se méfient l'un de l'autre, sombre héritage du régime de Grozny qui les menace jusqu'en Europe de l'Ouest. Vingt ans se sont passés, et nous ne savons toujours rien de ces milliers de nouveaux Belges. Par-delà les clichés, qui sont-ils ? Une semaine durant, « Le Soir » part à leur rencontre. Lundi **Le culte du sport** Aujourd'hui **Une mixité difficile** Mercredi **La langue est la clé** Jeudi **Ils ont peur de l'État** Samedi **Un réservoir d'artistes**



Cette enquête est la première production du nouveau cours d'investigation de l'École de journalisme de Louvain (EJL, Université catholique de Louvain). Vingt-neuf étudiants de dernière année de journalisme ont travaillé durant l'automne sous la direction de leurs professeurs Alain Lallemand, Philippe Marion et Lara van Dievoet. Leurs textes, photos, sons et vidéos forment la plus vaste enquête jamais consacrée à la diaspora tchétchène de Belgique, et sont disponibles sur le site du « Soir + ». Ce projet a bénéficié d'une aide du **Fonds pour le Journalisme** de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

LE SOIR

A quoi rêvent les jeunes filles tchétchènes de Belgique ? Elles en parlent face caméra. Un reportage de Camille Hanot, Diane de Kezel, Pierre Lermier et Thomas Wuidar, à découvrir sur plus.lesoir.be



# La mixité belgo-tchétchène reste rare et difficile

**Les couples qui unissent avec succès Belges et Tchétchènes sont rarissimes : les obstacles culturels et familiaux révèlent un fort conservatisme social. La mixité belgo-tchétchène est plus prometteuse sur le plan politique.**

## Catherine « J'accepte de ne plus sortir en boîte ou avec des copines »

**TÉMOIGNAGE**  
Magomed, 24 ans, Tchétchène et musulman, étudie le droit à Louvain-la-Neuve. Il est depuis un an et demi en couple avec Catherine, 26 ans, Belge et athée. Bien qu'amoureuse, Catherine vit dans la crainte que son couple se brise du jour au lendemain car la tradition tchétchène voudrait que Magomed se marie avec une fille de même origine que lui. « Quand j'ai commencé ma relation avec Mago, explique Catherine, je n'étais pas encore consciente des conséquences qu'impliquait d'être en couple avec un Tchétchène. » Aujourd'hui, Catherine sait : après un an et demi de relation, elle n'a jamais rencontré ni le père ni la mère de Mago. Divorcés, les deux parents sont pourtant au courant de son existence. La mère semble être la moins opposée à cette liaison, mais elle n'a jamais demandé à rencontrer la partenaire de son fils. Pour le père, la situation est plus délicate encore : Catherine sait qu'elle ne la rencontrera probablement jamais.

### « Si je mange du porc, plus question de l'embrasser »

Les différences se font ressentir au quotidien. « Les hommes tchétchènes ne peuvent ni faire à manger ni faire le ménage ou encore moins repasser, constate Catherine. Aujourd'hui, je fais tout ça pour Mago. On vit séparément, mais je range et nettoie chez lui. Je reprends son linge et je cuisine quand il est là. J'accepte également de ne plus sortir en boîte ou partir en vacances entre copines. De l'extérieur, je sais que cette situation semble dingue. » Ces différences culturelles se ressentent aussi du côté de Mago. « Catherine m'a invité à manger chez elle, se rappelle-t-il en riant. Après le repas, le papa s'est levé pour débarrasser la table, seul. J'ai cru que j'allais tomber de ma chaise. Chez nous, une telle situation est impensable. » Pour Mago, ce sont des tâches qui devraient être automatiques chez la femme. Autre exemple auquel il pense : « Chez nous, quand une personne âgée rentre, les plus jeunes se lèvent. Le papa de Catherine, lui, se demandait pourquoi j'étais debout. » À côté de la culture, il y a aussi la religion. Mago est musulman. En principe il ne boit pas, ne fume pas, ne mange pas de porc. Catherine relate : « Jamais il ne m'interdira ces choses, mais si je mange du porc en sa présence, plus question de l'embrasser par la suite. » La jeune femme voit pourtant sa relation positivement : « Je ne me sens pas soumise. Chez moi, ma mère a toujours effectué ces tâches. Ça ne me choque donc pas

et surtout, ça ne me dérange pas. Ma sœur et ma meilleure amie pensent que je suis folle. » Catherine est spontanée et rit beaucoup de sa relation, mais les doutes et la peur sont bien présents. Sur le long terme, elle se pose de plus en plus de questions. « Je ne vais pas mentir : sortir avec un Tchétchène, c'est un peu comme avoir une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Parfois, j'ai l'impression de forcer droit dans le mur. » En plus des différences culturelles, Mago est aussi très sensible au « qu'en-dira-t-on ». Au sein de son cercle de proches, il assume dans une certaine mesure sa situation amoureuse : ses frères et amis intimes sont au courant, Catherine en a déjà rencontré. « Parfois, Mago les invite chez moi pour un repas. Ils semblent accepter notre couple. Mais il m'est difficile de savoir ce qu'ils pensent vraiment : entre eux, ils parlent

et moi je n'en comprends pas un mot. Peut-être rient-ils de moi, de la situation. Il y a toujours des petits doutes... » Et dès qu'il s'agit de son cercle d'amis plus éloignés ou de personnes plus âgées, Mago n'assume plus : « Il ne veut pas me présenter, soi-disant par respect pour les aînés. » Tourpal, jeune Tchétchène de 22 ans, poursuit des études de commerce à Namur et a fait un choix plus clair que celui de Mago : il épousera une Tchétchène. Le carnet d'adresses des parents devient alors une aide précieuse pour entrer en relation avec d'autres familles tchétchènes et leurs jeunes filles. Les mariages tchétchènes sont un événement couru pour rencontrer de beaux partis. Tourpal raconte : « Pour assister à un mariage tchétchène, pas besoin d'invitation, tout le monde est bienvenu. Du coup ils sont très fréquentés. » Si les mariages permettent les rencontres, il faut ce-

pendant y suivre certaines règles, explique Mago : « Les hommes et les femmes sont séparés pendant la fête sauf au moment des danses, mais ils ne peuvent se toucher. Si une fille plaît à un garçon, pas question de laborer de front. Il faut trouver un intermédiaire, une autre fille ou un enfant. Il ira chercher le numéro de téléphone ou fixer un rendez-vous hors du regard des parents. » Et pas question pour la fille d'effectuer le premier pas.

### « Au Weydu, je repère... »

La mère et la sœur de Tourpal fréquentent régulièrement ce genre de mariages, où elles repèrent des filles. « À chaque mariage, elles reviennent avec des prénoms. » Une fois en contact, il faut encore que les deux se plaisent, ce qui n'est pas toujours évident, constate Tourpal.

qu'ils ne veulent pas mettre leur famille en difficulté, une famille à laquelle on viendrait dire : "Oh, regardez votre neveu, votre petit-fils, ce qu'il fait !" Il y a cette inquiétude pour la famille. Ces jeunes ne parlent peut-être plus très bien tchétchène, mais leur préoccupation pour la réputation de la famille, leur volonté de montrer du respect, demeure très forte. » Le contrôle social est plus fort encore sur les jeunes filles tchétchènes, observées à la sortie des écoles, et tancées si elles osent porter non pas la jupe, mais le pantalon.

Le mélange social est heureusement (un peu) plus prometteur dans l'espace politique. Oui, il existe au moins un élu belge d'origine tchétchène : il s'appelle Artur Issaev et siège depuis 2012 au conseil communal de Berlaar sous les couleurs du CD&V. Cette percée est d'autant plus remarquable qu'elle s'est produite en province d'Anvers, dans un environnement politique qui est celui du cartel CD&V/N-VA, dont les électeurs ont parfois la dent dure contre les étrangers. Il faut dire qu'Artur est un Tchétchène d'exception

puisqu'il a par ailleurs créé en 2009 l'association Weydu qui rassemble l'élite de la jeunesse tchétchène éduquée de Belgique. L'un des lieux où les jeunes Tchétchènes de Belgique aiment à se montrer pour trouver éventuellement mari ou femme de même culture. La réussite d'Artur ne doit pas en éclipser d'autres. Oui, il existe d'autres Tchétchènes qui osent se lancer dans la politique belge, même si c'est sans grand succès jusqu'à présent. A La Calamine, en communauté germanophone, Issa Gam-

boulatov, 55 ans, s'est présenté à deux reprises sur les listes Ecolo, aux élections de 2009 puis de 2014. Cet ancien élu d'une bourgade du Daguestan ne se décourage pas : il vise désormais les européennes de 2019 et, chemin faisant, il a créé l'association internationale Vaynakh (Notre Peuple) qui favorise l'échange d'informations culturelles et sportives entre Tchétchènes de Belgique. Au sud du pays, il est devenu le porte-parole de toute une communauté. ■

ALAIN LALLEMAND

## Artur Issaev Le premier élu tchétchène de Belgique



### RÉCIT

Le crachin s'écrase sur sa capuche. Posté devant la friterie mobile de sa petite commune, Artur Issaev attend patiemment. Puis il me voit au loin, fait un geste de la main et me rejoint d'un pas pressé : « Bonsoir, dommage pour ce temps hein ! Il a fait bon toute la journée pourtant. Qu'est-ce que vous voulez, c'est la Belgique ! Malgré cela, le Belge est toujours content », dit-il sourire aux lèvres dans un français tinté de l'accent flamand de la province d'Anvers. Le jeune homme de 26 ans semble tranquille et sûr de lui. Fier du chemin qu'il a parcouru, il semble être aujourd'hui un citoyen belge accompli. C'est pourtant loin de Belgique que son histoire commence : il a vu le jour en Tchétchénie, dans le petit village de Shevtsjenko. Il n'a que trois ans lorsque ses parents décident de fuir la guerre pour se rendre à Moscou. Et c'est à onze ans qu'il débarque en Belgique avec ses parents et son petit frère.

Nous empruntons la rue principale de Berlaar. C'est dans cette petite commune de 11.000 habitants qu'Artur Issaev et sa famille ont élu domicile quinze ans plus tôt. « Nous sommes arrivés en 2000. Depuis lors, c'est ma maison et je ne me sens bien qu'ici. Quand je pars en voyage et que je reviens à Berlaar, je me sens enfin chez moi. » Quitter Berlaar n'a jamais été une option. Cette commune est « sa » priorité.

Titulaire d'un Master en sciences commerciales de la KUL, Artur attache beaucoup d'importance à ce diplôme. « Pour réussir, il n'y a pas de solution miracle. Mes parents m'ont toujours inculqué cette notion du travail. En cela, je nous trouve proche des Flamands. Ce sont des travailleurs acharnés, je les respecte pour cela. »

Nous prenons la direction des bâtiments communaux où se réunit la commission des Finances. Car ce soir-là, le collège communal fixe le budget 2016. Le bourgmestre Walter Horemans (CD&V) nous ouvre la porte du bâtiment : c'est un grand homme d'une cinquan-

taine d'années, au regard bienveillant. Il est à la tête de Berlaar depuis neuf ans et ne tarit pas d'éloges pour son petit protégé. « Artur est un homme spécial. Ce qui m'a le plus frappé chez lui c'est sa curiosité et son intelligence. Il a appris le néerlandais en quatre mois à peine ! Ce facteur est déterminant. Plus tard, nous avons remarqué qu'il était intéressé par la politique. Nous lui avons proposé une place sur notre liste lors des élections communales. » Depuis 2012, Artur Issaev siège effectivement au sein d'un conseil communal, dont il préside la Commission des travaux publics. Il combine ce poste avec une fonction de chef d'entreprise qu'il a fondé avec son père. Tout cela représente une masse de travail qu'il tente d'accomplir à la perfection. Ses collègues du collège communal reconnaissent son action : « Un jeune homme engagé qui essaie de s'intégrer au mieux dans ce conseil communal. Il fait toujours son boulot », assure Geert Tiersens, conseiller communal CD&V.

### Élu avec plus de trois cents voix de préférence

Placé en huitième position, Artur Issaev a été élu avec plus de 300 voix de préférence. Et ce n'était pas un vote communautaire. « Beaucoup de monde connaît Artur dans le centre de Berlaar. C'est quelqu'un de très ouvert et de très calme qui parle avec tout le monde. Il a été très actif dans des associations de la

**« Mes parents m'ont toujours inculqué la notion du travail », explique Artur Issaev, ici aux côtés du bourgmestre de Berlaar, Walter Horemans (CD&V).** ■ ALEXIS CERMENO-GONZÁLEZ

commune, notamment sportive », explique Walter Horemans. Derrière l'apparente tranquillité de l'ascension d'Artur, c'était un pari risqué et parsemé d'embûches. Car dans la province d'Anvers, Berlaar est la seule commune où existe encore un cartel CD&V/N-VA, et une portion de la population n'accepte pas les personnes d'origine étrangère. Nous en avons bientôt eu la preuve. Dans un magasin situé en face de la maison communale, Artur est allé saluer son ami pakistanais chez qui il se rend après les réunions pour s'acheter un snack ou une cannette. Dans la file pour payer la marchandise, une femme blonde d'une trentaine d'années se trouve devant notre jeune politicien. Le marchand interpelle la dame et lui demande si elle connaît ce politicien de la commune : « Ik ben Vlaams Blok (Je suis Vlaams Blok) », répond-elle d'un rire gêné. Le silence se fait. Tout le monde quitte la boutique l'air consterné. « Je suis conscient qu'une partie de la population anversoise ne voit pas les réfugiés d'un bon œil, dit Artur. Je laisse le temps agir sur les mentalités cloisonnées. » ■

ALEXIS C. GONZÁLEZ

### LE SOIR

Issa Gamboulatov a le regard bienveillant, une moustache et des cheveux poivre et sel qui trahissent ses 55 ans. Aux bruits de botte, ce Tchétchène d'origine a quitté Khassaviourt avec femme et enfants et, en 2005, il a emménagé à La Calamine, en communauté germanophone. Cette même année, il s'est investi en politique : être bien intégré ne lui suffisait pas, il voulait prendre part à la vie de sa nouvelle communauté. Ses papiers en poche et des idées pleines la tête, il frappa à la porte du parti Ecolo. Il s'est présenté aux scrutins de 2009 et 2014, mais jusqu'à présent sans succès. Si la politique ne lui a pas encore souri, Issa a trouvé d'autres moyens pour se mettre au service de la communauté. Il a fondé l'association Vaynakh (Notre Peuple), plate-forme d'informations culturelles et sportives à destination des Tchétchènes. Sur le site du Soir +, Hadrien Loiseau raconte le parcours extraordinaire de cet homme qui, dans une autre vie, fut élu municipal au Daguestan !



A.L.



Les réunions du Weydu sont un lieu très utile pour lier connaissance. Et plus si affinités. © PIERRE LERMIER

### MARIAGE MIXTE

#### « Bien sûr, la fille devra se convertir à l'islam »

Il y avait comme un air de rendez-vous secret, ce matin-là au pied de l'église Saint-Donat à Arlon. Nous y avions rendez-vous pour la première fois avec Borz, jeune Tchétchène aux exigences un peu particulières : « Dans la culture tchétchène, on ne peut pas voir une fille seule, nous expliquait-il. Si on va marcher à deux dans la rue et qu'un autre Tchétchène nous voit, ce sera mal vu. Ce que nous faisons ici (se rencontrer à deux, un garçon et une fille), ce n'est pas autorisé. » Quand je me suis assise sur le banc face à l'église, Borz, lui, est resté debout. Au début, je

n'ai rien dit, pensant qu'il n'avait pas envie de s'asseoir. Mais l'explication était un peu plus complexe. « La distance, on en met une, même entre Tchétchènes. Ça a toujours été comme ça. En Tchétchénie, lorsqu'un garçon et une fille se voient et qu'ils s'assoient sur un banc, c'est chacun de son côté, le plus éloignés possible. Dans l'autre sens, si moi je vois des couples de Belges assis sur les genoux l'un de l'autre, ça me semble bizarre aussi. On a chacun notre façon de faire. » Pour Borz, les Tchétchènes ne se marient plus obligatoirement entre eux, même s'il ne peut envisager les mariages mixtes qu'après une certaine forme d'assimilation : « C'est sûr, c'est plus facile de se marier

entre Tchétchènes parce qu'on a les mêmes traditions, on s'intègre facilement à sa famille, on a la même religion. Mais on pourrait très bien apprendre les coutumes tchétchènes ou la religion musulmane à une personne d'une origine totalement différente. Bien sûr, la fille devra se convertir à l'islam. Mais je connais plusieurs personnes qui l'ont fait et ça ne les a pas dérangées. » Bien qu'il puisse être ami avec des personnes d'origines très variées, Borz a été mal à l'aise lorsque j'ai évoqué la possibilité pour lui d'avoir un ami gay. Serait-ce une limite à ne pas franchir ?

CAROLINE PLUCHE

L'intégralité de cette rencontre vous est proposée en lecture sur le site du Soir +





SÉRIE 3/5  
Onze mille Belges  
venus de Grozny



Ils sont onze à treize mille, venus de Tchétchénie, du Daguestan ou d'Ingouchie. Ils fuyaient la guerre et se sont installés en Belgique. Sur papier, ils étaient russes, mais dans leur cœur ils restent tchétchènes. Personne ne les représente car ils se méfient l'un de l'autre, sombre héritage du régime de Grozny qui les menace jusqu'en Europe de l'Ouest. Vingt ans se sont passés, et nous ne savons toujours rien de ces milliers de nouveaux Belges. Par-delà les clichés, qui sont-ils ? Une semaine durant, « Le Soir » part à leur rencontre. Lundi Le culte du sport Mardi Une mixité difficile Aujourd'hui La langue est la clé Jeudi Ils ont peur de l'État Samedi Un réservoir d'artistes



Cette enquête est la première production du nouveau cours d'investigation de l'École de journalisme de Louvain (EIJL, Université catholique de Louvain). Vingt-neuf étudiants de dernière année de journalisme ont travaillé durant l'automne sous la direction de leurs professeurs Alain Lallemand, Philippe Marion et Lara van Dievoet. Leurs textes, photos, sons et vidéos forment la plus vaste enquête jamais consacrée à la diaspora tchétchène de Belgique, et sont disponibles sur le site du « Soir + ». Ce projet a bénéficié d'une aide du Fonds pour le Journalisme de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

LE SOIR

Sur Le Soir +, Bislan et Murat vous donnent votre première leçon vidéo de tchétchène, au risque de vous décrocher la mâchoire. Une démonstration joyeuse mais convaincante de la difficulté pour chacun de maîtriser la langue de l'autre.



La langue est un double déchirement pour les Tchétchènes: les plus âgés peinent à apprendre une des langues nationales de Belgique, les plus jeunes tentent de se réapproprier la langue des ancêtres. Un dilemme.

Bislan Ismailov « Со нохчи ву, et sans le français je suis coincé ! »

Со нохчи ву. Со французски мотт ламов ву. « Je suis tchétchène et j'apprends le français. » La traduction de ces quelques mots illustre la difficulté des Tchétchènes à apprendre notre langue. Pourtant, comme chaque mardi, mercredi et jeudi matin, Bislan Ismailov, de Merbes-le-Château, suit courageusement des cours de français. « Je vais pour apprendre français car très dur pour moi. » Cela fait maintenant deux ans qu'il emprunte la route de l'ASBL CapInfo d'Erquelinnes, un organisme d'insertion socio-professionnelle qui propose des cours de français pour étrangers. Et il n'est pas le seul Tchétchène dans ce cas. Murat et Mata fréquentent le même cours, de même que des Italiens, Marocains, Colombiens, Afghans, Syriens, Russes ou encore Kosovoars. Ils suivent tous les cours donnés par Sabine Vanderlin, selon une méthode basée sur le seul français. Pas question pour elle de parler leur langue : « C'est un cours unique en français qui vise à leur apprendre à se débrouiller au quotidien, comme étudier les heures pour pouvoir prendre des rendez-vous. » En plus d'enseigner le fonctionnement des organes officiels comme le CPAS, la Poste ou la banque, Sabine Vanderlin aide ses stagiaires : « S'ils demandent de traduire des lettres officielles de l'administration ou de passer un coup de fil pour eux, on les aide dans leurs démarches. »

Le but de Bislan et Murat : devenir camionneurs

Aujourd'hui, ces adultes vivent avec le revenu d'intégration et les allocations octroyées par le CPAS. Mais pour Bislan, Murat ou Mata, le but final de ces cours de français est bien de trouver un emploi. Bislan et Murat souhaitent tous deux travailler comme chauffeurs de poids lourds : « A l'agence d'interim, il n'y a pas de test, mais ils remarquent que je ne parle pas assez bien français. Je dois m'améliorer en français, et après je pourrai postuler à nouveau car j'ai le droit de travailler et j'ai le permis de conduire », explique Murat. En Tchétchénie, Bislan réparait et vendait des voitures. La priorité est maintenant d'apprendre le français : « Je vais étudier tant que je n'aurai pas atteint quelque chose. Je veux garder l'espoir de me trouver un travail. » Bislan ne rate jamais une leçon. Bien sûr, le niveau d'apprentissage est variable d'un individu à l'autre. Ici, à Erquelinnes, il existe deux classes d'une dizaine de stagiaires chacune, mais avec des niveaux différents. Le niveau le moins avancé est confié à Mme Vanderlin. « Souvent, ils arrivent ici avec le niveau 0. Quand ils

sortent, ils progressent d'au moins un niveau », explique Sabine Vanderlin. Cependant, la durée du cursus varie d'un cas à l'autre. « Ils partent souvent parce qu'ils ont eu leurs papiers, et qu'ils décident de partir pour une plus grande ville. Ou parce qu'ils sont expulsés », raconte la responsable pédagogique du centre.

L'expulsion, c'est peut-être ce qui va arriver à Mata Idrisova, une compatriote tchétchène de Bislan qui suit les cours de français depuis septembre 2014. « Les papiers viennent d'être refusés. Pour l'instant, nous avons contacté un avocat et c'est en cours. Mais nous ne savons pas si nous allons pouvoir rester... », se désespère Mata. Pourtant, même si elle sait qu'elle risque de devoir déménager, Mata continue de venir aux cours. Grâce à la traduction de son fils de 14 ans, elle explique ses motivations : « J'ai besoin d'apprendre le français. Ça m'aide à communiquer au quotidien, à me faire comprendre dans les magasins. Mais j'aime aussi venir pour rencontrer d'autres gens (...) J'ai rencontré Bislan et Murat au cours, je communique plus facilement avec eux qu'avec les autres étrangers. »

Bislan et Murat sont aujourd'hui de vrais amis. Une relation devenue indispensable aux deux hommes, pour leur rappeler leur pays natal. « J'ai toujours vécu en Tchétchénie, se souvient Bislan. Je travaillais, j'avais ma famille, mes amis. Mais la guerre est arrivée... On devait se cacher parce qu'il y avait des "atchiski", des opérations de nettoyage menées par les Russes. On a dû partir dans des camps de réfugiés en Ingouchie. Aujourd'hui, je suis divorcé de ma femme, partie vivre à Eupen, et je n'ai presque plus aucun lien avec les gens restés là-bas, parce que c'est très compliqué d'entrer en contact avec eux. Rencontrer quelqu'un comme Murat était très important pour moi. Il a vécu la même chose que moi. »

Le cours de français est aussi un loisir pour les stagiaires, car il constitue presque leur seule activité extra-familiale. Des liens qui leur permettent de s'épanouir au dehors. « Une fois, tout le monde est venu à un barbecue chez moi. Mais nous avons plus de facilités à parler avec les autres russophones du cours », commente Bislan dans sa langue maternelle.

Apprendre le français n'est pas une partie de plaisir. « La grammaire et la conjugaison françaises sont très compliquées », témoigne Mata. C'est aussi vraiment difficile d'écrire en français car nous avons l'alphabet cyrillique. » Ils progressent moins vite que d'autres, constate leur professeur. Par exemple, ils ont plus de difficultés qu'un Syrien arabophone, dont la langue est aussi très éloignée de la nôtre. » Dans ce cours, plus d'un stagiaire sur deux est russophone, ce qui les amène à parler russe entre eux. « À la pause, avant et après le cours, ils ne parlent pas français. Ils ont donc moins de nécessité vitale à apprendre le français », continue Sabine Vanderlin. Ce n'est pas le seul facteur qui entre en compte : « Bislan

Le problème trouve ses racines en Tchétchénie même, russifiée, soviétisée, à nouveau russifiée au fil des décennies avant d'être « tchétchénisée » de force dans un nationalisme de façade. En définitive, quelle est la langue des Tchétchènes ? Le tchétchène ? Les quadras et quinquas la parlent encore, mais les jeunes ne le comprennent plus. Est-ce le russe ? La majorité des jeunes Tchétchènes parlent cette langue avec d'autant plus de facilité qu'elle est - en Tchétchénie même - celle

des administrations et de l'enseignement. En outre, nombre de jeunes réfugiés ont été temporairement scolarisés à Moscou ou dans d'autres régions de Russie. Au final, sans grande surprise, la diaspora tchétchène pratique un mélange des deux langues, le tchétchène ayant la faveur du cercle familial, le russe étant la langue de l'abstraction. La Sécurité de l'Etat, qui doit parfois en placer certains sur écoute, confirme : « Entre eux, c'est du tchétchène. Entre ethnies, c'est du russe. » « Leur relation à la langue est très va-

riable, explique la sociologue Alice Szczepanikova. Les jeunes Tchétchènes parlent tchétchène à la maison, mais un tchétchène dans lequel se glissent des éléments de russe : c'est un tchétchène de cuisine. Ils peuvent échanger en tchétchène avec leurs parents, mais ils ne sont pas à même d'exprimer dans cette langue des choses complexes, abstraites. Ils n'ont pas les mots nécessaires. Ils ont été éduqués en russe, ils ont lu en russe, et l'essentiel de leur vocabulaire est russe. »

Mais la jeunesse, en quête d'identité,

marque son intérêt pour la langue de leurs ancêtres, même si cet intérêt est limité : « Les jeunes Tchétchènes, comme vous le savez, ont leur propre association en Belgique. Quand ils organisent un événement, ils commencent par se dire : "Bonjour, comment allez-vous ?" en tchétchène... et puis ils passent au russe, car ils sont incapables de parler le tchétchène convenablement. Les plus âgés, eux, pourraient le faire : des gens qui ont quarante ou cinquante ans. Pas les plus jeunes. »

Il en va donc du tchétchène dans la dia-

spora tchétchène d'Europe comme du wallon en Wallonie : une langue en voie rapide d'extinction, sauf pour ceux qui feront l'effort soutenu de la redécouvrir.

Parler russe ou tchétchène ? L'enjeu est somme toute de peu d'importance face à un tout autre défi : l'intégration en Belgique passe par la connaissance active d'au moins une des langues nationales. Et là, on peut dire que lorsqu'il s'agit d'apprendre le français, les Tchétchènes sont à la peine. Un paradoxe interpellant aurait alors : ceux qui conservent des souve-

nirs de Tchétchénie (fût-ce des souvenirs de leur toute petite enfance) sont ceux dont l'identité est la plus forte. Ils savent d'où ils viennent. Rassurés par leur identité, forts de leurs racines, ils n'ont pas peur de l'intégration. Mais ils sont plus âgés, peinent parfois à apprendre la langue.

Ceux qui sont nés en exil n'ont aucun problème d'apprentissage des langues étrangères. Mais ils se cherchent une identité. Et rechignent à se laisser inté-

grer... ■

ALAIN LALLEMAND



La sociologue : « Une perte de langage »

Alice Szczepanikova est sociologue, elle a enquêté durant cinq ans sur les communautés tchétchènes de divers pays d'Europe. Lorsqu'il s'agit de communiquer avec les anciens, ou de communiquer avec la Tchétchénie, les jeunes Tchétchènes éprouvent bien des difficultés. « Quand ils veulent communiquer avec la Tchétchénie, ils sont embarrassés et ont peur de commettre des erreurs. Ils préfèrent écrire en russe, parfois même en anglais, plutôt qu'en tchétchène. Et il y a quelques inquiétudes linguistiques dans la communauté : c'est ainsi que vous avez certains centres communautaires religieux, dans différents endroits de Belgique, qui ont à leur agenda le fait de donner des cours de tchétchène. Mais ce n'est pas très haut dans leur agenda, car ils n'ont pas envie d'apparaître comme étant des centres qui donnent des cours de langue et ne seraient pas ouverts à d'autres nationalités. En résumé, je dirais qu'il y a une certaine inquiétude pour ces jeunes qui perdent une capacité de langage, mais je ne dirais pas qu'il y a vraiment un effort concerté de la communauté tchétchène pour y apporter une solution. » Pour la jeune génération, le problème est limité puisqu'elle domine déjà une langue de qualité internationale, le russe. Mais « ils pourraient avoir quelques problèmes lorsqu'ils retourneront au pays, généralement durant l'été. Et les gens en Tchétchénie leur diront : "Oh, vous êtes devenus si européens, vous n'êtes plus des Tchétchènes !" C'est une insulte typique. (...) Ce n'est pas un vrai problème mais une manière d'équilibrer les pouvoirs. Les jeunes Tchétchènes de Tchétchénie essaient de devenir plus Européens, de devenir plus ouverts au monde. Alors que les Tchétchènes en Europe sont davantage concernés par le fait d'être Tchétchènes authentiques : "Pour moi, Tchétchène (et qui veut être Tchétchène), est-ce la bonne chose à faire ?" Les Tchétchènes de Tchétchénie s'en moquent : ils socialisent entre eux beaucoup plus librement que les Tchétchènes d'Europe de l'Ouest, qui sont bien plus inhibés : "Est-ce que tel comportement est approprié ? Est-ce que je perds ma culture ? Est-ce que je viole une règle que je ne connais pas vraiment parce que j'ai vécu dans une société différente ?" Etc. Les frontières de ce qui est admissible sont bien plus fluides en Tchétchénie. »

A.L.

Ruslan « Chaque jour, une page du dictionnaire »

REPORTAGE

Les problèmes d'intégration linguistique des Tchétchènes ne sont pas limités à la seule Communauté française de Belgique. Les mêmes problèmes se vivent à Nancy, au rez-de-chaussée d'une HLM de banlieue. Un petit local niché au fond d'un couloir et, sur la porte, une affiche : « Association France Tchétchénie Solidarité ». Quelques voix féminines s'en échappent, laissant entendre des accents slaves. Elles parlent russe. Ou peut-être tchétchène ?

A l'intérieur, quatre tables, un tableau d'école, un ordinateur des années nonante. La leçon du jour : la météo. « En ce moment c'est l'automne, alors tu dis « j'ai froid », non ? », lance un homme au regard bleu perçant. Lui, c'est Ruslan Azimov. Il est le président de l'association. Toutes les semaines, il consacre deux heures de son temps à apprendre le français aux femmes tchétchènes. En face de lui, Zarema le regarde d'un air interrogateur. Elle entame son troisième mois de cours. « Mais alors... "j'ai chaud" c'est pour printemps ou été ? », demande-t-elle.

Lorsque le cours s'achève, que les étudiantes quittent la salle, Ruslan efface le tableau. « Ce n'est pas facile d'apprendre le français à des femmes de 40 voire 50 ans. En plus, c'est une langue très compliquée », analyse-t-il. Lui, pourtant, maîtrise le français à la perfection. Il était chercheur scientifique en Tchétchénie. Il avait trente ans quand la première guerre a éclaté. « C'était une bataille pour l'indépendance, nous étions unis, personne ne pensait à fuir à ce moment-là. Mais on ne s'attendait pas à une guerre aussi rude. » Après avoir combattu, Ruslan est devenu premier adjoint au ministère des Affaires étrangères. Il est resté en fonction jusqu'en 2002.

En sortant du cours, il se dirige vers une Peugeot 206 grise. Elle est garée sur la place pour handicapés. Il se retourne et lance : « C'est l'un des avantages à être Tchétchène, ça ! » Un jour, en

sans eau, sans électricité. Ici, on nous a proposé un grand appartement. On a d'abord pensé à refuser. C'était trop grand. On n'avait rien à mettre dedans, aucun meuble. On était seulement arrivé avec une valise à la main. »

Puis est venu le temps de l'adaptation. Sa femme Lida se souvient : « En arrivant, Ruslan dormait avec son dictionnaire franco-russe ! Tous les jours, il apprenait par cœur une nouvelle page. » Il n'a eu aucun mal à trouver un emploi, il est devenu chauffeur-livreur. Et ses enfants sont scolarisés dans une école française. Lida, elle, s'occupe de la maison.

Lida, la femme de Ruslan, revient tout juste de Grozny. Cela faisait douze ans qu'elle n'avait plus vu ses parents. « Quand je suis arrivée, mon père ne m'a pas reconnue. Il est très âgé, et ma-

Lida a toujours été indépendante. Déjà en Tchétchénie, elle savait se débrouiller. Elle était professeur de mathématiques. Aînée d'une fratrie de cinq enfants, elle devait montrer l'exemple, être forte. Et ce caractère, elle ne l'a pas perdu après être venue en France. Elle a le cœur sur la main : « Quand je pense à l'accueil que l'on a eu ici... J'ai une boule dans la gorge. Encore aujourd'hui, je n'y crois pas. » Alors, comme pour rendre la pareille au pays qui la recueillait, Lida offre ses services bénévolement au Secours populaire. Quand on demande au couple Azimov s'il est heureux, il répond : « Loin de notre pays, de nos racines, on ne pourra jamais être pleinement épanouis. Mais on sera heureux si nos enfants réussissent à avoir une vie normale. » ■

PAULINE OVERNEY



Ruslan consacre deux heures de son temps, chaque semaine, à enseigner le français. © PAULINE OVERNEY

enjeu Je parle tchétchène donc je suis

Pour certains jeunes d'origine tchétchène, le problème n'est pas d'apprendre le français, l'anglais ou le néerlandais, qu'ils pratiquent d'ailleurs avec excellence. Le défi est de se réapproprier la langue tchétchène, pour mieux renouer avec ses racines.

Dans le fond des yeux bruns de Timerlan, on peut lire les épreuves qui ont marqué sa jeunesse, une enfance marquée d'exclusion. Timerlan est un mélange étonnant de calme et de nervosité. Une attitude posée, à laquelle se mêle un tic récurrent, une rapide chatouille dans la nuque. Cette dualité reflète sa personnalité. Cette dualité reflète sa personnalité. Une façade dure sous laquelle se dissimule une sensibilité à fleur de peau.

Dans la clarté des yeux bleus de Milana, on décèle une spontanéité presque éblouissante. Milana est un mélange de tradition et d'intégration. Chacun de ses gestes est parfaitement maîtrisé, conforme aux codes de conduite qui régissent les coutumes tchétchènes. Polyglotte à 22 ans, Milana est aussi un exemple de réussite.

Dès son plus jeune âge, Timerlan a appris à se taire plutôt qu'à susciter la honte. Conscient de faillir à la fierté de son identité tchétchène en malmenant sa langue maternelle, il préserve son intégration dans la communauté en évitant de se faire remarquer. Il sait qu'il court hors des sentiers battus. Depuis qu'il est adolescent, le jeune homme a appris à « faire comme si ». Comme s'il était

Plus qu'une affaire de couple, le mariage est une affaire de familles. Timerlan craint, lui aussi, que sa pratique hésitante de la langue ne compromette son image auprès des parents de sa potentielle dulcinée. S'il osait parler en français à son futur beau-père, il serait vu comme Tchétchène impur. Et donc indigne de confiance. Voilà pourquoi le jeune homme désire par-dessus tout réapprendre la langue de Tchétchénie.

Milana est catégorique. Son futur mari devra impérativement maîtriser le tchétchène, pour l'enseigner à sa progéniture. Parler sa langue d'origine est une manière de se sentir plus proche de la maison. Cette maison qu'elle a quittée, dans l'urgence et l'incompréhension, à l'âge de huit ans.

« Aurais-tu oublié ta langue ? Es-tu trop sophistiquée pour nous ? » DES JEUNES À GROZNY

dans sa plus tendre enfance, sa maîtrise élémentaire du tchétchène attire les foudres des jeunes locaux, qui l'interpellent dans les rues de Grozny : « Aurais-tu oublié ta langue ? Es-tu trop sophistiquée pour nous ? »

Ces jugements l'égratignent, l'enferment dans un cercle vicieux. Plus la gêne s'empare d'elle, moins elle ose pratiquer la langue de ses origines. Devant les anciens, l'embarras de la belle brune atteint son point culminant. Elle sait pertinemment que la langue peut être un obstacle de taille à un éventuel mariage tchétchène.

SOPHIE MERGEN

Le récit complet sur le site du Soir +



SÉRIE 4/5  
Onze mille Belges  
venus de Grozny



Ils sont onze à treize mille, venus de Tchétchénie, du Daguestan ou d'Ingouchie. Ils fuyaient la guerre et se sont installés en Belgique. Sur papier, ils étaient russes, mais dans leur cœur ils restent tchétchènes. Personne ne les représente car ils se méfient l'un de l'autre, sombre héritage du régime de Grozny qui les menace jusqu'en Europe de l'Ouest. Vingt ans se sont passés, et nous ne savons toujours rien de ces milliers de nouveaux Belges. Par-delà les clichés, qui sont-ils ? Une semaine durant, « Le Soir » part à leur rencontre.

Lundi  
Le culte du sport  
Mardi  
Une mixité difficile  
Mercredi  
La langue est la clé  
Aujourd'hui  
Ils ont peur de l'État  
Samedi  
Un réservoir d'artistes



Cette enquête est la première production du nouveau cours d'investigation de l'École de journalisme de Louvain (EIJL, Université catholique de Louvain). Vingt-neuf étudiants de dernière année de journalisme ont travaillé durant l'automne sous la direction de leurs professeurs Alain Lallemand, Philippe Marion et Lara van Dievoet. Leurs textes, photos, sons et vidéos forment la plus vaste enquête jamais consacrée à la diaspora tchétchène de Belgique, et sont disponibles sur le site du « Soir + ». Ce projet a bénéficié d'une aide du **Fonds pour le Journalisme** de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

# Plus de cent Belgo-Tchétchènes liés au radicalisme

**Nous avons peur de leur djihad et de leurs criminels, ils ont peur de l'État en général, des agents de Grozny en particulier. Qu'en penser ? La réalité est politiquement incorrecte : dans les deux camps, ces peurs réciproques sont malheureusement fondées.**

## ENQUÊTE

Début décembre 2010, alors que le président russe Dmitri Medvedev rendait brièvement visite au gouvernement belge, deux ressortissants tchétchènes venus de Liège étaient localisés dans le même hôtel bruxellois que le chef d'État russe. Alerte ! Le tuyau, selon nos informations, provenait du renseignement tchèque et la présence des deux Caucasiens à cet endroit pouvait difficilement passer pour une coïncidence.

Il est vrai que l'Europe de l'Ouest et singulièrement la Belgique venaient de passer quelques moments difficiles liés aux minorités radicales tchétchènes : en septembre 2010, le Liégeois d'origine tchétchène Lors Doukaev était interpellé à Copenhague après avoir manqué un attentat contre le journal *Jyllands-Posten*. Quelques semaines plus tard, une commission rogatoire russe débarquait à Liège, sur la piste du possible assassin tchétchène de la journaliste Anna Politkovskaïa. Durant cette même année 2010, la Belgique s'était d'ailleurs engagée dans un travail de suivi spécifique des Tchétchènes, notamment en coopération avec les Autrichiens et les Polonais dont les services de sécurité étaient confrontés, tout comme les Belges, à de fortes communautés de Tchétchènes exilés.

L'alerte Medvedev » de décembre 2010 ne débouchera sur rien, mais la Belgique était loin de connaître son dernier moment de tension. En janvier 2011, nouvelle alerte pour les Belges lorsqu'un attentat est commis contre l'aéroport Domodedovo de Moscou (35 morts, 180 blessés) : l'analyse du transit passager fait ressortir la présence sur place d'un Tchétchène résidant en Wallonie. La psychose devient telle qu'à l'été 2012, lors des Jeux olympiques de Londres, les services belges de sécurité travaillent de concert avec leurs homologues français et britanniques sur divers scénarios, dont l'un est celui d'un « lone wolf », un kamikaze tchétchène qui franchisse la Manche via la Belgique et se fasse exploser à Londres au contact de l'équipe olympique russe.

## « 100 sympathisants de l'Émirat du Caucase »

L'analyse était sensée : à cette époque, les polices et parquets de Malines, Anvers, Verviers, Eupen, Namur, Bruges et Liège étaient tous saisis d'au moins un dossier de grande criminalité ou de terrorisme lié aux Tchétchènes. Par ailleurs, l'actualité rendra brûlante la piste terroriste nourrie par la diaspora tchétchène : en avril 2013, les frères Djokhar et Tamerlan Tsarnaïev commettaient l'attentat du marathon de Boston (3 morts, 264 blessés). Cette même diaspora va nourrir les rangs du Front al-Nosra (lié à Al-Qaïda) puis de Daesh en Syrie, avec au minimum une « armée » de 600 combattants d'origine tchétchène sur le front syrien. C'est le chiffre russe, car Damas parle de plus de 1.700 combattants tchétchènes.

C'est dans ce contexte que la vigilance belge envers les Tchétchènes n'est toujours pas retombée à l'heure actuelle, comme l'a montré en juin dernier une série de perquisitions menées à Anvers, Jabbeke, Louvain et Namur, à l'égard de Tchétchènes qui recrutait pour des départs vers la Syrie. Dans la liste des *foreign terrorist fighters* dressée par la Belgique se trouve un certain nombre de jeunes d'origine tchétchène, dont un groupe dont on a peu parlé mais qui est parti de Verviers.

Nous avons demandé à la Sûreté de l'État ce qu'elle pouvait dire des Tchétchènes de Belgique – ou des Belges d'origine tchétchène – qui soutiennent des mouvements insurgés comme l'Émirat du Caucase, que ce soit pour combattre dans le Caucase ou en Syrie. Et d'abord, combien sont-ils ? « Cent à deux cents » sympathisants, mais « quelques dizaines de véritables militants seulement », estime la Sûreté, qui détecte en Belgique « des collectes de fonds, parfois aussi des collectes d'autres moyens logistiques (au bénéfice de l'Émirat du Caucase) comme des vêtements, des jumelles, etc. Les rumeurs parlent aussi d'armes, mais c'est rare : il y a bien assez d'armes dans la région du conflit. »

Les flux d'argent sont artisanaux : « Des courriers partent avec de l'argent cash vers la Turquie et, une fois en Turquie, le cash est transféré dans la zone de combats (Syrie ou Caucase). Il y a aussi des virements, via Western Union par exemple, presque jamais vers la Russie mais vers d'autres militants qui se trouvent en Turquie ou en Géorgie ou d'autres pays de la région. » Mais d'autres moyens de transfert sont épinglés : « Des gens qui ont collecté de l'argent en Belgique achètent ici des voitures très chères et roulent avec ces voitures jusqu'au Caucase, jusqu'en Tchétchénie, puis revendent la voiture là-bas. Le mécanisme existe avec les voitures et avec les bijoux. »

« Il y a aussi des recrutements de combattants (vers la Syrie). On parle d'une dizaine de personnes, pas davantage. Par contre, ce qui arrive, ce sont des combattants blessés au combat qui viennent en Belgique, y demandant l'asile et, durant la demande d'asile, bénéficient déjà d'un traitement médical. Quand ils sont rétablis, ils repartent : ils ont utilisé la demande d'asile belge juste comme un prétexte pour bénéficier de soins médicaux en Belgique. Il y a davantage de ces cas que des cas de Belges recrutés. »

La Sûreté confirme l'estimation de « plus de mille Caucasiens au total » combattant activement en Syrie, et explique l'engouement des Tchétchènes pour la Syrie par la facilité d'accès : il est bien « plus compliqué d'accéder aux théâtres de guerre dans le Caucase », et les « conditions de combat y sont bien plus rudes ». A l'inverse, « pour des Caucasiens, il est facile d'aller se battre en Syrie puisqu'il suffit de traverser la Géorgie et la Turquie. Entre Grozny et Alep, il y a environ mille kilomètres, il est facile de s'y rendre » et le combat y est d'autant plus exalté que, désormais, c'est contre les troupes russes que combattent les Tchétchènes.

Le renseignement belge ajoute un aspect ethnique historique : depuis la grande guerre du Caucase (1817-1864), des groupes de Caucasiens habitent la Syrie, ce qui légitime une sorte d'auto-défense.

## Les Tchétchènes ont peur l'un de l'autre

Ceci étant posé, la peur n'est pas à sens unique. Les Tchétchènes de Belgique et les Belges d'origine tchétchène nourrissent eux aussi leurs peurs spécifiques.

Petit rappel utile : en janvier 2009, l'opposant tchétchène Oumar Israëlôv était abattu en pleine rue, à Vienne, par des tueurs de la diaspora tchétchène, obéissant aux ordres du régime de Grozny. A la méfiance naturelle des Tchétchènes pour l'État (assimilé au pouvoir impérial russe, à l'oppresser soviétique puis à l'envahisseur russe) s'est ajouté aujourd'hui une peur quasi physique des sbires du régime Kadyrov, actifs jusqu'en Europe de l'Ouest, et des membres de la diaspora qui travailleraient comme indicateurs du régime Kadyrov.

« On sait que des agents du régime tchétchène viennent en Belgique – et aussi dans d'autres États d'Europe, confirme la Sûreté de l'État, non seulement pour contrôler la

diaspora mais aussi pour savoir qui est favorable à l'Émirat du Caucase, et pour convaincre certaines personnes de rentrer en Tchétchénie. On sait qu'ils ont parlé à des personnes, mais aussi que des menaces ont été proférées, et il y a eu des cas de violence. Mais il est très difficile d'enquêter sur des cas concrets, car les gens qui sont menacés par des agents de Kadyrov ne vont presque jamais en parler avec la police belge. »

Cette peur a un impact considérable sur la diaspora tchétchène de Belgique. « Aujourd'hui, il y a une telle méfiance que deux Tchétchènes qui se rencontrent en Belgique vont essayer de comprendre de quel teip (clan) et de quel village ils viennent, analyse Aude Merlin, spécialiste de la Russie et chargée de cours à l'ULB, mais aussi de comprendre comment ils se sont situés politiquement pendant la guerre, comment ils se sont situés pendant la résistance armée, comment ils se sont situés par rapport au pouvoir de Kadyrov, etc. Un Tchétchène en Belgique doit faire très attention avec quel autre Tchétchène il a des contacts, et l'assassinat d'Israëlôv en 2009 en Autriche n'a fait qu'accroître ce genre d'inquiétude. Je pourrais vous donner des tas d'autres exemples, et des tas de Tchétchènes me disent que, quand ils rentrent ici dans un magasin et qu'ils entendent parler tchétchène, ils n'ont pas forcément envie d'aller faire connaissance. Alors que les Arméniens, il y a cent ans, quand ils fuyaient le génocide, quand ils entendaient parler arménien, ils avaient peut-être envie d'aller chercher du réconfort. Avec les Tchétchènes, la société a été complètement brisée par cette atomisation : les Tchétchènes ont peur des Tchétchènes ici, et cela s'explique très bien : il y a eu Israëlôv, il y a eu des dénonciations rapportées jusqu'à Kadyrov là-bas, donc les gens d'ici ont peur d'être observés par d'autres Tchétchènes. » ■

ALAIN LALLEMAND

## criminalité « Les Tchétchènes sont devenus les porte-flingue du milieu italo-turc »

### ENTRETIEN

Si François Farcy est aujourd'hui, au sein de la police fédérale, le directeur judiciaire de l'arrondissement de Mons, il était en poste à Verviers lorsque la Belgique a vu naître dans ses frontières une criminalité nouvelle, celle émanant d'une minorité de Tchétchènes échappant au contrôle social des « anciens ». La il retrouve aujourd'hui en regain d'activité dans le Hainaut et la région du Centre.

**À quel moment la police belge commence-t-elle à détecter des problèmes liés aux Tchétchènes ?**  
C'était en 2003-2004, à Verviers, lors de l'arrivée massive de réfugiés de la deuxième guerre de Tchétchénie. Verviers est devenu un point d'attraction car un ancien maire de Grozny avait des contacts dans cette ville. Cette communauté s'est structurée avec des conseils de sages, reproduisant en Belgique le système des toulkhoumes (tribus) et teipes (clans), mais aussi la participation à des confréries soufies. Il existait entre autres à Verviers un groupe spécifique, les Akkisi (Akintsay).

La détection policière est due à des faits très violents impliquant des Tchétchènes, notamment des faits de racket – coups et blessures particulièrement violents sans être nécessairement des activités de crime organisé. À l'époque, en concertation avec le Parquet, nous avons lancé en 2004-2005 un projet de suivi proactif. Nous étions confrontés à une population de réfugiés de guerre, donc toutes les classes sociales étaient représentées, avec majoritairement des gens qui voulaient s'intégrer : des médecins, des ingénieurs, des profs, etc. Et ils reproduisaient assez naturellement leur organisation sociale. Dès lors, nous nous sommes intéressés au profil des auteurs de faits répréhensibles : c'étaient des jeunes, que la communauté des sages tchétchènes admettait elle-même ne plus contrô-

ler. Il s'agissait d'orphelins, de jeunes ayant vu des meurtres sous leurs yeux, et qui étaient en perte de repères. Et qui, surtout, ne répondaient plus aux influences des clans ou de des confréries soufies. Une jeunesse rebelle, violente, en défense permanente.

**Donc l'organisation traditionnelle tchétchène n'est pas derrière cette violence...**

Non, pas du tout. Au contraire, la communauté tchétchène nous aidait, et à travers elle, nous faisons passer les messages relatifs au fonctionnement de la Belgique, au mode de vie des Belges. Ceci étant, c'est un peuple de montagnards marqués par des résistances historiques – face à Moscou, face à l'URSS, face à Staline, etc. – et en cas de conflit, leur premier réflexe n'est pas de s'adresser à la police. Ils vont plutôt régler cela entre eux. Par ailleurs, nous avions dû désamorcer certains problèmes culturels, notamment les enlèvements pour mariage, une sorte de jeu entre futurs époux qui, par un enlèvement, forcent la décision des parents et des anciens. Or nous avions connu le cas d'une famille qui, plutôt que de s'insérer dans la tradition tchétchène de conciliation, était venue porter plainte. Or en Belgique, qui dit « enlèvement » dit déploiement d'unités spéciales, écoutes téléphoniques, etc. Avec l'aide des conseils de sages, nous avons réuni les familles et, en une après-midi, la fille était rentrée chez elle.

**Quelle est la racine de cette violence ?**  
Il y a traditionnellement une culture de la force physique et des armes. Chez nous, à la communion, on offre une montre ; un Tchétchène m'a dit que chez eux ils offraient un couteau ou une arme. Par ailleurs, les Tchétchènes ont longtemps été les meilleurs représentants de la lutte gréco-romaine pour les équipes olympiques soviétiques. C'est ainsi qu'à l'époque, à Welkenraedt, dans un magasin de friandises, deux jeunes Tchétchènes qui s'étaient fait plus ou moins insulter par



Le djihad tchétchène a débordé les seuls pays du Caucase - ici la Tchétchénie - pour gagner la Syrie, l'Irak mais aussi l'Ukraine, où les Tchétchènes combattent les pro-russes. © D.R.

deux étudiants belges en sont venus aux mains, et l'un des deux a éclaté la tête d'un étudiant sur la bordure du trottoir. Chez nous, on s'insulte à qui mieux mieux ; chez les Tchétchènes une insulte mérite une réaction violente.

Sur cette base, on a commencé à voir des activités plus structurées, qui étaient et sont toujours le fonds de commerce du milieu criminel tchétchène : racket, extorsion, recouvrement de dettes. Nous sommes en 2004-2006 et il s'est produit comme une reprise en main de ces jeunes par un milieu criminel tchétchène.

A ce moment, il existait un projet policier « tchétchène » sur Verviers, mais il existait aussi un projet de suivi au niveau national,

sous la conduite du Parquet fédéral, car ce genre de délinquance commençait à se généraliser. Un point important est que, si la diaspora était installée sur Verviers, les auteurs de délits étaient très mobiles, avec des connexions en Belgique et ailleurs, et nous suivions des suspects sur Anvers, Bruxelles, Liège, Arlon, etc. Leur délinquance était parfois très basique : notamment un gros problème de grivèlerie d'essence. Ils faisaient le tour de Belgique en faisant le plein sans payer, et nous les suivions assez aisément car ils se déplaçaient à l'époque avec des plaques d'immatriculation de transit, les plaques rouges. Mais on a vu se structurer quelques bandes, autour d'individus qui avaient des antécédents cri-

minels en Tchétchénie et des liaisons mafieuses. On a également été confrontés à des anciens de la résistance tchétchène – islamistes ou non – qui se sont réfugiés en Belgique. Lors de perquisitions, ce ne sont pas des armes que nous avons retrouvées, mais surtout des textes, des documents à connotation islamiste. Nous découvrions des anciens de la guérilla tchétchène qui commençaient à se criminaliser.

### Quelles infractions commettaient-ils ?

Essentiellement de l'extorsion au détriment de la communauté russe. Le butin n'était pas forcément élevé, mais la méthode était souvent très violente. Ainsi, nous avons eu le cas de Tchétchènes qui ont extorqué à une famille russe une Opel Vectra – qui n'était pas la voiture du siècle. Mais la violence était telle que, lorsque la plaignante russe est venue faire sa déposition, elle en a uriné sur la chaise. La victime était totalement traumatisée et c'est une caractéristique de cette criminalité. C'était à ce point remarquable que, dans le milieu criminel, des gens venaient nous mettre en garde : « Monsieur, ce ne sont pas des Albanais, ce sont des Tchétchènes ! » Sous-entendu : « Ils sont encore un cran au-dessus... »

**Et puis il y a eu une nette réduction de cette criminalité tchétchène ?**

Oui. Il y a notamment eu un projet policier proactif à Liège, un autre à Bruxelles, c'est un des cas où la police fédérale s'est impliquée très tôt d'un problème de criminalité. Et le Parquet a suivi, avec des condamnations rapides. Le phénomène est retombé.

**Et il revient lorsque vous devenez directeur de la police judiciaire à Mons puis directeur fédéral, fin 2012 ?**

Oui, mais sous l'aspect « terrorisme ». La police constatait alors des problèmes dans les mosquées, dans les groupes extrémistes. Il y avait eu le cas de Lors Doukaev, qui

avait tenté de se faire exploser au Danemark, et l'Ocam s'est intéressé aux analyses de police que nous avions faites. Depuis deux ou trois ans cependant, les Tchétchènes se redéploient dans le milieu du crime organisé, où l'une de leurs particularités est de travailler pour d'autres groupes, en plus de leurs propres business criminels. Traditionnellement, les Tchétchènes ont toujours été les « porte-flingue » de la mafia russe. Désormais, ils sont durablement installés dans le paysage criminel belge et ils se redéploient un peu partout. Il y a deux à trois ans, on les a vus arriver dans la région du Centre. On voit parfois les mêmes personnes, qui étaient actives à Verviers il y a dix ans, qui ont gardé leurs activités criminelles en se déplaçant à Namur et Liège, puis commencent maintenant leurs activités criminelles à Mons. En 2011, nous avons eu le premier cas de racket sur le plateau de la gare de Mons, puis à La Louvière, en devenant les porte-flingue du milieu criminel italo-turc de la région du Centre.

**Est-ce qu'ils ont conservé une sorte de code d'honneur tchétchène ?**

Non, ils sont hors tradition, même s'ils utilisent parfois ces références – ce qu'on appelle les « adats », les lois coutumières des communautés musulmanes du Nord-Caucase – comme prétexte pour des vengeance, vendettas, etc. Certaines racines reviennent parfois, mais de manière détournée.

**Ce sont toujours des exécutants, jamais des leaders du milieu criminel ?**

Exécutants, mais s'ils ont un donneur d'ordre faible, ils vont tenter de le manger. Dans le cadre du recouvrement de dettes dans le milieu négrier, on a vu des Tchétchènes « alourdir la facture » pour tenter de prendre le contrôle d'une boîte de nuit, d'un restaurant, etc. ■

Propos recueillis par  
ALAIN LALLEMAND



## L'experte : « L'influence de Kadyrov sur la diaspora est directe »

Experte du Caucase, Ekaterina Sokirianskaya est directrice des projets Europe et Asie Centrale à l'International Crisis Group (ICG). Elle confirme la présence d'agents de Kadyrov en Europe de l'Ouest : « Les familles tchétchènes sont très larges, personne ne peut émigrer d'un coup avec toute sa famille, donc chacun a un parent resté en Tchétchénie. Et chaque réfugié tchétchène ressent qu'il a un « otage » resté en Tchétchénie. C'est le secret de ce régime. En outre, il y a des personnes dans la diaspora qui sont en contact et coopèrent avec le régime. Ils peuvent être chargés d'effectuer certaines choses : vous vous appellerez du meurtre d'Israëlôv en Autriche, abattu par d'autres Tchétchènes. Donc l'influence du régime Kadyrov sur la diaspora est assez directe. »

Lorsqu'il s'agit de se protéger contre des djihadistes tchétchènes belges – ou de protéger ces Belgo-Tchétchènes devenus djihadistes, est-il concevable que la Belgique travaille avec le NAK, le département antiterrorisme du FSB (ex-KGB) ? « De manière globale, je pense que l'interaction est nécessaire, qu'il est important de faire circuler l'information. En fait, il se trouve au sein du NAK des ressources très positives, et c'est le NAK qui a lancé en 2010 au Daguestan le dialogue pour une réintégration des combattants étrangers. C'est eux qui ont commencé une ouverture envers les salafistes et cela a été un succès : une chute de 15 % de l'insurrection entre 2012 et 2013 grâce à des mesures douces. La direction du NAK a une très bonne compréhension de ce qui se passe en matière de terrorisme-radicalisme. Malheureusement, le NAK lui-même se dit dépourvu de tout moyen : depuis le retour de Poutine au pouvoir, toutes les méthodes douces ont été supprimées. Par contre, lorsqu'il s'agit d'individus – que Moscou voudrait tenter de récupérer – là, il faut être très prudent et juger au cas par cas. Les traditions peuvent être fatales aux individus – Moscou utilise la torture et instrumentalise la législation pénale. »

A.L.



## LE SOIR

Les réfugiés tchétchènes de Belgique ont souvent une peur considérable du régime Kadyrov. Madina est l'un de ces réfugiés qui se dit terrifiée. Elle livre son histoire à Justine Roldan-Perez. A lire dans Le Soir +.



SÉRIE 5/5

Onze mille Belges venus de Grozny



Ils sont onze à treize mille, venus de Tchétchénie, du Daguestan ou d'Ingouchie. Ils fuyaient la guerre et se sont installés en Belgique. Sur papier, ils étaient russes, mais dans leur cœur ils restent tchétchènes. Personne ne les représente car ils se méfient l'un de l'autre, sombre héritage du régime de Grozny qui les menace jusqu'en Europe de l'Ouest. Vingt ans se sont passés, et nous ne savons toujours rien de ces milliers de nouveaux Belges. Par-delà les clichés, qui sont-ils ? Une semaine durant, « Le Soir » part à leur rencontre.

Lundi

Le culte du sport

Mardi

Une mixité difficile

Mercredi

La langue est la clé

Jeudi

Ils ont peur de l'État

Aujourd'hui

Un réservoir d'artistes



Cette enquête est la première production du nouveau cours d'investigation de l'École de journalisme de Louvain (EIJL, Université catholique de Louvain). Vingt-neuf étudiants de dernière année de journalisme ont travaillé durant l'automne sous la direction de leurs professeurs Alain Lallemand, Philippe Marion et Lara van Dievoet. Leurs textes, photos, sons et vidéos forment la plus vaste enquête jamais consacrée à la diaspora tchétchène de Belgique, et sont disponibles sur le site du « Soir + ». Ce projet a bénéficié d'une aide du **Fonds pour le Journalisme** de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

# Un réservoir d'artistes et de citoyens engagés

**Dernier volet de notre enquête :** comme toute diaspora, les Tchétchènes de Belgique nous apportent aussi leur vitalité. Par exemple, que savons-nous de leurs artistes, peintres et écrivains ?

## Zamboulat Idiev Un écrivain se débat dans l'impasse, place du Martyr

REPORTAGE  
Depuis la place du Martyr à Verviers, la ruelle se fraie un chemin en impasse entre un bistrot et une friterie-pittas. Et tout d'un coup, il fait sombre : l'impasse est étroite, comme étouffée entre deux bâtiments qui laissent pénétrer peu de lumière. Bientôt, sur la gauche, quelques marches mènent à une porte. C'est le numéro 21. Sur les différentes sonnettes, il n'y a que des noms à consonance étrangère, russes pour la plupart. Ou plus exactement tchétchènes. C'est l'immeuble des Tchétchènes.

« Haha oui ! », s'écrie Zamboulat Idiev dans un français difficile. « Ici à Verviers, quand on demande mon adresse, je peux répondre "l'immeuble des Tchétchènes". Tout le monde sait de quel immeuble il s'agit. Presque tous les gens qui y habitent viennent de Tchétchénie. »

Depuis la fin 2003, l'homme habite Verviers avec son épouse et ses trois fils. En survêtements de sport, vissé devant la télévision russe, dans son modeste appartement du centre-ville, Zamboulat ne donne pas vraiment le change, il n'a pas l'apparence d'un intellectuel. Pourtant, à Grozny, ce littéraire était journaliste. Et depuis qu'il a dû fuir sa Tchétchénie d'origine, il écrit des nouvelles, des poèmes, il est l'un des rares écrivains tchétchènes à être traduit et publié en Europe de l'Ouest. Zamboulat a de qui tenir : son grand-père était lui aussi un littéraire, il a traduit en tchétchène le chef-d'œuvre de Daniel Defoe, *Robinson Crusoe*.

Mais désormais, c'est Zamboulat qui semble seul, en exil sur une île. Il conserve précieusement tout ce qui peut le ramener au Caucase : des photos souvenirs de Grozny par-ci, un drapeau de la République tchétchène d'Itchkérie par-là, ou encore l'art de préparer son fameux café arménien. Et pour cause. Même s'il aime profondément la Belgique et l'Europe, Zamboulat est nostalgique du Caucase. « Rien ne vaut la beauté de la Tchétchénie. C'est une région magnifique. Les paysages montagneux sont uniques. Une partie de mon cœur est également en Géorgie. Pendant la guerre, les Géorgiens ont été des frères pour nous. Malheureusement, la situation politique dans la région m'empêche d'envisager un retour dans les prochaines années... »

### Exil forcé

La situation politique en Tchétchénie, voilà ce qui l'a chassé de chez lui. Zamboulat est né en 1964 à Grozny. A l'époque, son père travaillait dans la finance, sa mère était procureur. A 18 ans, Zamboulat décida de partir à Moscou pour entamer des études littéraires à l'Institut Gorki de littérature. Il collabora notamment à la revue culturelle *Väst*. Puis, de retour en Tchétchénie en 1989, il travailla en tant que journaliste de presse écrite et de télévision. Mais tout a basculé en 1991. A l'époque, la région a profité de la chute de l'URSS pour revendiquer son indépendance face à la Russie. La joie et les espoirs de tout un peuple seront rapidement réduits à néant. Dans les années qui ont suivi, la Tchétchénie devra faire face à de longs mois d'une guerre meurtrière contre la Russie. En 1997, des accords de paix sont signés. Mais face à l'occupation russe des territoires tchétchènes, une résistance s'organise. Certains combattants n'hésitent pas à commettre des attentats meurtriers jusqu'à Moscou. Jeune Premier ministre, Vladimir Poutine menacera d'ailleurs les terroristes d'un désormais célèbre « *Nous irons les buter jusqu dans les chiottes* ». C'est chose faite en septembre 1999. L'armée russe est une nouvelle fois dépecée en Tchétchénie. Nettoyages ethniques, viols et enlèvements sont monnaie courante. Parmi le million de Tchétchènes, près d'un tiers fuit vers les pays limitrophes.

A l'automne de cette même année 1999, alors que le reste de la famille a déjà été mis en sécurité à l'étranger, Zamboulat fuit en Géorgie avec son père. Il résumera un jour au quotidien français *Libération* : « Il n'y avait que trois possibilités : aller se battre, partir à l'étranger ou rester à Grozny et être une cible ». Zamboulat choisit de partir à l'étranger. Lui et son père réalisent le trajet en voiture, puis à pied à travers les montagnes. Le trajet aurait été bien trop dangereux pour sa femme et ses enfants, qui le rejoindront quelques mois plus tard en avion via Moscou. Mais ils sont bientôt tous sains et saufs, réunis dans la capitale géorgienne.

Avec quelques amis lui vient alors l'idée de lancer un « bureau d'information » à Tbilissi. « Il fallait continuer à transmettre des informations sur la guerre, sur les atrocités perpétrées contre le peuple tchétchène. (...) Poutine n'essayait pas de contrôler l'information à ses fins. Plus simplement, il empêchait tout type de communication ». Rapidement, eux aussi sont considérés comme terroristes. « On sentait que la pression s'accroissait. La Russie faisait clairement pression sur les autorités géorgiennes ». Les anecdotes d'enlèvements parmi ses proches ne lui manquent d'ailleurs pas : « Je me souviens d'un ami qui a disparu un jour à la piscine. Il y était avec son fils. Depuis, plus aucune nouvelle. Ou d'un autre qui, un jour, a pris le bus. Il n'est jamais arrivé à destination ».

### Jeux derrière les barbelés

Depuis, comme de nombreux opposants au régime de Moscou, Zamboulat a dû quitter le Caucase. En 2003, il est arrivé en Belgique. Il vit aujourd'hui à Verviers, avec sa famille. Il a rejoint certains amis, ainsi que des proches qui y avaient déposé leurs valises avant lui. Quand il est à la maison, c'est avec eux qu'il passe la majorité de son temps. « Les Tchétchènes qui rêvent encore d'indépendance et qui osent en parler sont aujourd'hui dispersés dans le monde, ils ont dû fuir le Caucase. Dans le cas contraire, c'était le camp de filtration (NDLR : prisons secrètes russes, les cas de tortures recensés y étaient nombreux). Aujourd'hui, j'ai donc de la famille en France et en Allemagne, mais aussi aux États-Unis et au Canada. D'où nous sommes, ce n'est pas facile de faire vivre cette identité tchétchène propre. »

Pourtant, aujourd'hui encore, Zamboulat rêve d'une République tchétchène d'Itchkérie : « Depuis bien longtemps, les Tchétchènes subissent des guerres à répétition. Avoir un Etat indépendant nous permettrait d'avoir la sécurité que nous recherchons, de vivre notre culture, et de pratiquer l'islam tchétchène traditionnel. Nous voulons vivre dans la paix ».

Bien que cette ébauche d'Etat tchétchène indépendant reste à ce jour une entité politique non reconnue, elle dispose d'un « président », Akhmed Zakaïev, en exil à Londres. L'homme est d'ailleurs lui aussi considéré comme un terroriste par Moscou. Et si Zamboulat dit toujours garder espoir de pouvoir un jour rentrer dans son pays, on le sent comme résigné. Comme si, au fond de lui, le rêve d'un pays qui appartiendrait pour de bon à son peuple ne serait plus qu'une lointaine utopie, et une utopie qui s'éloigne d'années en années.

De la guerre, Zamboulat a retiré du chagrin, mais aussi des poèmes et des nouvelles. « La guerre a été une source d'inspiration. La littérature, c'était une autre manière de faire passer des informations. De perpétuer une culture tchétchène en danger et de croire en l'avenir. » Faire vivre une parole et un regard tchétchène constitue un enjeu politique. Si un recueil complet de nouvelles de Zamboulat a été publié en langue allemande (*Spiele hinter Stacheldraht*), « Jeux derrière les barbelés », seule l'une de ses nouvelles – *La demande en mariage* – a été traduite en français dans un recueil collectif de nouvelles tchétchènes, *Des nouvelles de Tchétchénie* : « Je l'ai écrite pendant la guerre, lorsque j'étais en exil en Géorgie. Je me suis basé sur des faits réels. Mais ensuite, la littérature et la fiction m'ont permis de trouver une solution à ce conflit interminable ».

Zamboulat y évoque la triste réalité d'un village et d'une famille dans un « *no man's land* entre l'armée d'occupation et la guérilla cachée dans les montagnes voisines ». Le récit illustre la complexité de la guerre mais aussi la montée du fondamentalisme tchétchène. Dans l'atmosphère pesante de la guerre, de nombreux jeunes se sont réfugiés dans la religion. Au point, pour certains, de se tourner vers la voie du djihad. A travers cette nouvelle, Zamboulat tente de comprendre le fond du problème, la motivation de ces jeunes dont l'espoir n'est plus une option.

Paradoxalement, la « littérature tchétchène » est bien souvent écrite en russe. La cause : l'enseignement du tchétchène a longtemps été interdit par le pouvoir de Moscou. Ce qui fait des Tchétchènes de très mauvais connaisseurs de leur propre langue. Le tchétchène est donc une langue orale, une langue pratiquée dans les campagnes, mais une langue très peu écrite. Aujourd'hui, Zamboulat n'écrit plus sur la guerre, « ça me rendrait fou. » dit-il. « Mais je continue à m'intéresser à la situation sur place de près, je garde mon œil de journaliste ! » Ses sujets de prédilection sont désormais plus variés, mais il reste peu loquace et esquisse un sourire gêné quand on lui en demande plus. Ses livres sont un moyen de perpétuer la culture et la fierté tchétchène, tout comme il l'inculque par exemple à ses fils : « *Les Tchétchènes sont très fiers de leurs origines. Je pense que c'est pour ça que nous sommes une communauté fermée, qui veut conserver les repères culturels qui lui restent* ».

Si Zamboulat a quelques amis belges, la majorité des gens qu'il côtoie sont des Tchétchènes. « Nous restons toujours unis et solidaires. » Ses fils, eux, se sont rapidement adaptés à la culture belge. Le plus âgé étudie aujourd'hui le journalisme à

à l'expression des douleurs de la guerre.

Entre autres questions, il est difficile de commenter leur choix de l'une ou l'autre langue, de savoir s'ils choisissent d'écrire en tchétchène ou en russe pour des motifs culturels ou politiques. « *Entre culture et politique, c'est à vous de savoir si vous faites une distinction*, nous dit en riant la spécialiste du monde russe Aude Merlin, chargée de cours à l'ULB. *Il y a une dimension identitaire dans leur expression culturelle, et lorsque les Tchétchènes se trouvaient en pleine période d'extermination par l'armée*

*russe, je pense qu'il y avait quand même un peu une sorte de distinction politique dans le fait, pour les Tchétchènes, d'écrire en tchétchène. Il y a cette dimension de lutte pour la survie d'une langue, d'une culture, d'annonce et d'affirmation de la spécificité de cette langue et du rappel que cette langue n'a rien à voir avec le russe. Lorsque nous avons publié en 2005 le recueil de nouvelles intitulé Des nouvelles de Tchétchénie (je dis "on", parce que nous étions un certain nombre de chercheurs et de militants contre la guerre en Tchétchénie, à un*

*moment où la Russie avait été invitée d'honneur de la Foire du livre à Paris), la plupart de ces nouvelles étaient écrites en russe. Mais, par exemple, la nouvelle La Trace d'une araignée sur le sable, de Moussa Beksoulatov, était écrite en tchétchène. Nous avons donc dû chercher des traducteurs pour qu'elle puisse être traduite du tchétchène. Quelqu'un comme Sultan Iachourkoev a écrit des poèmes magnifiques en langue tchétchène. »*

En résumé, beaucoup d'écrivains tchétchènes écrivent en russe, certains écrivent

en tchétchène, d'autres dans les deux langues. Et l'essentiel n'est pas là, il est dans les mondes qu'ils décrivent – ou qu'ils nous peignent, comme Seda Gubacheva – et auxquels ils nous donnent accès. Ces passeurs/passeuses de lumière ont pour noms Vladimir Kiveretski, Machar Aidamirova ou Moussa Akhmadov. Et par-delà notre enquête, peut-être est-ce la lecture de leurs textes ou la découverte de leurs tableaux qui permettront le mieux de rapprocher la diaspora tchétchène de la population belge. ■

ALAIN LALLEMAND

## Seda Gubacheva Ses pinceaux font renaître une guerre oubliée



Seda Gubacheva dans son atelier liégeois. © THOMAS DEPICKER

Un vieil homme marche calmement dans la rue. Autour de lui du jaune, du rouge, du feu, du sang. Dans le fond, des silhouettes accourent dans tous les sens, en quête d'un abri. Malgré la panique, le vieil homme avance sans peur, regarde devant lui, appuyé sur sa canne. C'est le tableau d'une scène bien réelle, et ce tableau est la première chose qu'on remarque lorsqu'on entre dans la maison liégeoise de Seda Gubacheva. Une artiste marquée par son passé.

Seda est née en Tchétchénie. Elle a 23 ans quand éclate le premier conflit. Elle effectuait alors ses études en Russie. Sentant que le conflit était proche, elle décida de rejoindre la Tchétchénie le 10 décembre 1994. Le 11, la guerre était déclarée.

Des images de la guerre, Seda en a beaucoup. Mais il sera toujours difficile pour elle de les évoquer. « *Entre nous on en parle assez rarement. Chacun a son parcours, et en discuter réveille des choses très dures.* » Seda a choisi la peinture pour les exprimer. Des dizaines de toiles mettent en images ses souvenirs. « *Chacune d'elles raconte un souvenir précis, gravé dans ma mémoire. Le visage d'un homme, le trajet d'un bus à travers les steppes, un village dévasté...* » Des peintures en constant développement. « *J'ai le sentiment que mes peintures ne sont jamais terminées. Que je peux toujours rajouter quelque chose qui me vient à l'esprit.* »

Si Seda a entamé ses études artistiques à 19 ans en Russie, les aléas de la vie (et de la guerre) l'ont amenée à ranger ses pinceaux. Et ce n'est qu'une fois en Belgique que Seda s'est remise à peindre. Avec succès : en témoignent les primes de la Fondation Darchis, deux expositions montées à Rome, et son atelier débordé de tableaux déposés en vrac qui n'attendent plus qu'une nouvelle exposition programmée pour ce 14 janvier à Liège. Elle souhaiterait également écrire,

mais là, la mise en mot est parfois trop douloureuse. « *Je ressens vraiment ce besoin d'écrire ce que j'ai vécu, mais cela n'avance pas aussi vite que je le voudrais. Ce n'est pas une question d'inspiration, juste une difficulté à mettre des mots sur mes souvenirs.* »

### La famille, quoi qu'il arrive

De sa vie en Tchétchénie, Seda parle avec retenue. Pour recomposer son passé, il faut écouter attentivement les anecdotes qu'elle accepte de raconter sur sa jeunesse. Mises bout à bout, elles composent une sorte de puzzle qui ne se terminera que lorsque Seda l'aura décidée.

L'attachement à la famille est la valeur essentielle de la communauté tchétchène. Des familles plus larges qu'en Belgique : 4 à 5 enfants constituent la norme. En Tchétchénie, le mot « communauté » n'est jamais galvaudé. Les faits et gestes de ses membres sont connus et peuvent être analysés. « *Parfois je ressens encore cet esprit de village, ici, en Belgique, avec mes compatriotes. On s'observe entre nous.* » Les conflits aussi se règlent en réseau fermé, souvent au sein même du cocon familial. « *Nous faisons appel aux sages. Ils se réunissent entre eux et aplanissent les situations délicates. Ils sont également là pour remettre en place ceux qui, selon eux, se comportent mal.* »

### Deux cultures s'entrechoquent

Seda est arrivée en Belgique en 2005. Depuis deux ans et demi, elle est interprète russe/tchétchène-français. Passionnée par les langues, elle accompagne dans leurs démarches administratives les personnes ne maîtrisant pas le français. Elle fait également de l'interprétariat dans les tribunaux et travaille pour plusieurs agences de traductions étrangères. Aujourd'hui, Seda est heureuse à

Liège. Elle habite une petite maison dont le rez-de-chaussée lui sert d'atelier. Dans sa vie quotidienne, on retrouve assez peu de signes apparents de sa culture, quoique sa cuisine soit empreinte de tradition tchétchène : les oignons accompagnent tous les plats, et le thé coule à flots. Et la musique traditionnelle tchétchène résonne dans la pièce pendant que Seda prépare le repas. Mais elle s'est accommodée au style de vie belge, et vit sa foi de l'islam dans la plus stricte intimité.

Comme la majorité de ses compatriotes, Seda est fière de la culture riche de son peuple. « *Il est impossible pour moi de l'oublier, ou de la freiner. Mais quand on arrive dans un nouveau pays, on doit s'imprégner de la culture locale. C'est invivable.* » Lenjeu est alors de maintenir l'appartenance à sa culture tout en en intégrant une nouvelle. « *C'est compliqué, mais c'est possible. Beaucoup de Tchétchènes que je connais y sont parvenus. Même si parfois certains aspects s'entrechoquent. Des choses aussi simples que la manière de se saluer par exemple.* »

Seda essaye de retourner chaque année en Tchétchénie,

mais ce n'est pas toujours possible. « *Heureusement il y a Skype. Ça m'aide à garder le contact avec ma famille. Grâce à cela, je ressens moins le manque.* »

Malgré tout, assez rapidement, Seda a décidé d'acquiescer à la nationalité belge. Lorsqu'elle l'a obtenue, sans trop de peine, les larmes lui sont montées aux yeux. Ce n'était pas des larmes de joies. En tout cas pas uniquement. « *J'étais profondément triste de devoir demander à la Belgique ce que mon propre pays ne pouvait pas m'apporter...* » Attachée à sa nouvelle vie en Belgique, Seda veut continuer son rôle d'interprète. Il lui permet de rencontrer et d'aider les personnes en difficulté. Mais ce dont elle rêve, c'est d'un jour pouvoir transmettre sa passion pour la peinture. Elle prévoit également de quitter Liège. Bien qu'elle s'y sente comme chez elle, la nature lui manque. « *Chez nous, le rapport à la nature est important. Par exemple, à l'achat d'un terrain, on plante avant de construire. On a conscience que cette mentalité disparaît petit à petit, alors on se bat pour la conserver.* » ■

THOMAS DEPICKER

### UNE EXPOSITION À LIÈGE



Les tableaux de Seda Gubacheva seront exposés du 15 au 28 janvier à la Bibliothèque George Orwell de Liège. Vernissage le 14 janvier à 18 h, exposition accessible du lundi au vendredi de 9 à 18 h, les samedi et dimanche de 10 à 18 heures.